



**ETUDE DE BASE DU PROJET**  
**« INVESTIR DANS LA JEUNESSE**  
**POUR LA COHESION SOCIALE ET LA**  
**PAIX DURABLE AU BURUNDI ».**

Par:  
Rénovate IRAMBONA  
Dr en Psychologie

Octobre 2019

« Tâchez de quitter cette terre en l'ayant rendue meilleure que vous ne l'avez trouvée(...) »

R. Baden Powell

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Liste des abréviations.....  | iv |
| RESUME EXECUTIF .....  | v  |
| I.INTRODUCTION.....  | 1  |
| I.1. Contexte de l'étude .....   | 1  |
| I.2. Objectifs de l'étude .....  | 2  |
| II. METHODOLOGIE.....  | 3  |
| II.1. Les étapes suivies .....   | 3  |
| II.2. Les instruments de récolte des données.....  | 6  |
| II.3.L'échantillonnage .....   | 6  |
| II.4 Le travail de terrain.....  | 7  |
| II.5. Le dépouillement, l'analyse des données et l'interprétation des résultats.....   | 7  |
| III. REVUE DE LITTERATURE SUR LA COHESION SOCIALE DES JEUNES.....  | 8  |
| III.1. Elucidation des concepts .....  | 8  |
| III.1. 1. Cohésion sociale .....   | 8  |
| III.1.2. Paix durable .....  | 9  |
| III.1.3. La jeunesse .....   | 10 |
| III.1.4. La résolution pacifique des conflits.....   | 11 |
| III.1.5.La gouvernance locale .....  | 11 |
| III.1.6.La participation citoyenne .....   | 12 |
| III.2. Problématique de la cohésion sociale des jeunes au Burundi .....  | 13 |
| IV. RESULTATS DE L'ETUDE.....  | 17 |
| IV. 1. CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON .....   | 17 |
| IV.2. PARTICIPATION ACTIVE DES JEUNES FEMMES ET JEUNES HOMMES A LA PREVENTION ET A LA RESOLUTION DES CONFLITS.....                                   | 21 |
| IV.2.1. Les conflits prédominants dans les communautés .....   | 21 |
| IV.2.2. Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés.....  | 22 |
| IV.2.3. La participation des jeunes dans la prévention et résolution des conflits .....  | 27 |
| IV.3. DROIT DES JEUNES A PARTICIPER DANS LA GOUVERNANCE LOCALE DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE .....  | 30 |
| IV.3.1 Participation des jeunes dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire .....  | 30 |
| IV.3.2. Consultation des jeunes hommes et des jeunes femmes par les décideurs dans les initiatives de paix et de développement au niveau local ..... | 31 |

|  |    |
|--|----|
| IV.4. PROMOTION D’UN ENVIRONNEMENT ELECTORAL INCLUSIF ET EXEMPT DE VIOLENCE .....  | 33 |
| IV.4. 1 : Existence des signes d’intolérance politique au niveau communautaire. ....   | 33 |
| IV.4.2. Les réactions des jeunes faces aux violences liées à l’intolérance politique.....  | 34 |
| IV.4.3. Les réactions des jeunes au discours politique haineux .....   | 37 |
| IV.4.4.La place des jeunes dans l’éradication des violences liées à l’intolérance politique ..   | 38 |
| V.    RECOMMANDATIONS .....  | 40 |
| V.1. Recommandations pour une participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits .....                                    | 40 |
| V.2. Les recommandations pour une meilleure participation des jeunes, surtout les jeunes femmes dans la gouvernance et la prise de décision concernant leurs communautés. .... | 41 |
| V.3. Recommandations pour que l’environnement électoral puisse être inclusif et exempt de violence .....   | 42 |
| V.    Bibliographie.....   | I  |

## **Liste des abréviations**

**ACORD** : Association de Coopération et de Recherche pour le Développement

**ASB** : Association des Scouts du Burundi

**CDFC** : Centre de Développement Familial et Communautaire

**CENI** : Commission Electorale Nationale Indépendante

**CTAS** : Conseiller Technique chargé des affaires sociale et administrative

**EDS** : Enquête Démographique de Santé

**JJB** : Jeunesse Jumelage Burundi

**MIPAREC** : Ministry for Peace and Reconciliation Under the Cross

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**UNFPA** : United Nations population fund

**UNESCO**. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

**VIH/SIDA** : virus de l'immunodéficience humaine./Syndrome d'Immuno Déficience Acquis

**VSBG** : violence sexuelle basée sur le genre

## RESUME EXECUTIF

La présente étude a été commanditée par ACORD Burundi dans le cadre du Projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion Sociale et la paix durable au Burundi* ». Il s'agit d'une étude de base de ce projet qui vise à établir une situation de référence en présentant des données qualitatives et quantitatives qui serviront de ligne de départ pour la planification et le suivi – évaluation.

L'étude visait trois objectifs spécifiques à savoir :

- (i) S'enquérir de l'état des lieux de la participation politique des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les mécanismes de gouvernance locale, de prévention des conflits et de consolidation de la paix dans la zone ciblée par le projet ;
- (ii) Etablir des points de référence pour des interventions du projet : investir dans la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable dans la zone d'intervention ;
- (iii) Valider les indicateurs d'atteinte des résultats prévus dans le document du projet.

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie adaptée a été utilisée pour s'imprégner de la documentation disponible à ce sujet, récolter les données qualitatives et quantitatives et procéder à leur dépouillement, analyse et interprétation. Il est à noter que les données ont été récoltées en avril 2019. Les méthodes de récolte des données ont été diversifiées : le questionnaire, l'entretien et le focus-groupes.

Tous les jeunes ciblés par le projet étaient au nombre de 1080. Un échantillon représentatif de 288 sujets en a été tiré dont 50% de chaque sexe. En partant des listes préalablement constituées par ACORD, un choix aléatoires a été utilisé pour trouver les jeunes filles et jeunes garçons qui allaient participer à l'enquête.

Les zones ou communes visitées, par ordre chronologique étaient : Buterere; Kamenge; Ngagara ; Kanyosha, et Musaga, en Mraie de Bujumbura, Kayanza ; Rango et Kabarore en Province kayanza, Mugina ; Rugombo et Buganda en province Cibitoke, Bubanza et Gihanga en province Bubanza, Nyanza Lac et Kayogoro en province Makamba, Mugongomanga et Mukike et Kanyosha en Province Bujumbura.

Les données récoltées sur terrain ont été traitées de manière qualitative et quantitative : L'analyse de contenu a permis de traiter ces données de focus-groups et d'entretiens tandis que Les données récoltées par ont été traités statistiquement par SPSS. Des tableaux ont été générés.

Ces deux analyses qualitatives et quantitatives ont été complémentaires.

Les résultats ont été ordonnés autour de 3 thèmes :

- ✓ La participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits ;
- ✓ Le droit des jeunes femmes et jeunes hommes à participer dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté ;

- ✓ La promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violences.

Concernant les caractéristiques de l'échantillon les résultats ont montré que les jeunes identifiés par le projet sont dans la tranche d'âge de 25 à 29 ans (74%). La plupart ont terminé le cycle supérieur des humanités (66,3%). Un seul jeune parmi ceux qui ont été identifiés était alphabétisé.

Une grande majorité des jeunes identifiés par le projet (89,2%) est sans emploi et 76 % sont des célibataires.

Afin d'analyser la participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits, des questions concernant la nature des conflits qui prédominent dans les communautés, les causes de leur amplification ainsi que la place des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la prévention et la résolution des conflits ont été posées. Les conflits qui ont été relevés par les enquêtés sont de différente nature.

Les 3 premiers types de conflits prédominants dans les communautés par ordre d'importance sont les conflits fonciers (80,6%), les conflits politiques (47%), les conflits liés au VSBG(41,7%). Il est important de signaler ici le taux moins élevé des conflits ethniques (4%). D'autres types de conflits sont dits économiques, parce que liés à la pauvreté.

Les facteurs d'amplification de ces conflits par ordre d'importance la démographie galopante, la pauvreté et les problèmes de la succession. Le contexte de pauvreté est lié au chômage. Le manque de loi sur la succession constitue aussi un terrain favorable aux conflits, surtout fonciers. Après ces facteurs liés à la pauvreté, le contexte socio-politique vient en deuxième position. Les partis politiques sont aussi cités comme facteur d'amplification des conflits. Enfin, le contexte d'ignorance vient coiffer le tout. Pour certains jeunes, le manque de connaissances et le manque d'informations, le manque de formation sur certaines thématiques importantes comme la résolution pacifique des conflits, l'estime de soi, l'entrepreneuriat, le leadership, le développement personnel, etc, amplifient les conflits de part leur lien étroit avec la pauvreté et le mauvais climat socio-politique.

Concernant les catégories de la population qui jouent un rôle dans la résolution des conflits, nous retrouvons les autorités administratives (62%), les élus locaux (43 %) et les leaders traditionnels/abashingantahe) (26%). Une partie moins importante (9%) des jeunes reconnaissent leurs rôles dans la résolution des conflits dans la communauté.

Quant à la participation des jeunes dans la gouvernance locale, elle a été exploré d'abord à travers les réunions de prise de décision qui sont organisées dans leurs communautés et auxquelles ils sont invités. Les chiffres montrent qu'ils ne sont pas nombreux à avoir accès dans

des réunions de prise de décision (19%). Une tranche d'âge serait particulièrement déconsidérée, celle de 18-24 ans.

Parallèlement à cette participation dans les réunions de prise de décisions au niveau de toute la communauté qui est minime, la participation des jeunes au niveau de leurs organisations est grande (80 %). La participation des jeunes dans la gouvernance locale tout comme dans le développement communautaire rencontre des barrières. La grande majorité est revenue sur la déconsidération des jeunes par les autorités, exclusion basée sur les appartenances politiques, l'ignorance de la loi, les listes bloquées qui ne donnent pas de place aux jeunes, le manque d'expérience et le manque de détermination et les coutumes qui sont favorables à l'exclusion ou à l'auto-exclusion de la jeune fille/femme dans les initiatives de gestion de sa communauté . 41% des jeunes enquêtés affirment qu'ils sont associés aux initiatives de paix et de développement au niveau local.

Des signes de l'intolérance politique dans leurs communautés existent selon nos enquêtés (59% ) Cette intolérance par des formes d'exclusion ou de divisions ethniques et des messages incendiaires qui peuvent arriver jusqu'à des insultes, des confrontations physiques et des emprisonnements. Ils reconnaissent qu'il y a une certaine recrudescence de ces signes juste avant les élections. Quant aux réactions des jeunes à l'intolérance politique, elles sont par ordre d'importance : les conseils prodigués à prodiguer aux jeunes en conflits, la médiation, puis l'indifférence. Les jeunes qui répondraient à la violence par la violence sont très minoritaires (1%).

Une grande partie des jeunes identifiés (66%) estiment qu'ils sont capables de déconstruire un discours de haine ou de division qui serait prononcé par un politicien. Leur réaction face à un homme politique qui propagerait des enseignements de haine est de le dénoncer ou de ne pas suivre son discours. Cependant, certains pensent qu'il est dangereux de s'opposer ouvertement à une homme politique en action, d'où il faut plutôt agir sur les jeunes au lieu de s'attaquer aux politiciens.

Enfin, ceux qui seraient à mesure d'éradiquer les violences liées à l'intolérance politique sont en premier lieu les autorités administratives en premier lieu, puis les leaders traditionnels/les bashingantahe en deuxième lieu. Quant aux jeunes, leur rôle peut être « passif » c'est à dire tourner le dos aux enseignements de haine et de division et refuser d'être instrumentalisés.

La recommandation principale pour le projet est une grande campagne de sensibilisation et de formation, informer et former les jeunes afin de les dynamiser pour une participation active dans la gestion de leur communauté mais aussi pour les préparer à une paisible période des élections.



## I. INTRODUCTION

La présente étude a été commanditée par ACORD Burundi dans le cadre du Projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion Sociale et la paix durable au Burundi* ». Il s'agit d'une étude de base de ce projet qui vise à établir une situation de référence en présentant des données qualitatives et quantitatives qui serviront de ligne de départ pour la planification et le suivi – évaluation. L'étude fournit donc des données afin de valider les indicateurs définis lors de la conception du projet sans oublier qu'elle propose des stratégies d'action pour atteindre les résultats escomptés.

Ce rapport relate le contexte de l'étude, la méthodologie de travail, les résultats et les recommandations.

### I.1. Contexte de l'étude

Selon Durkheim (1893), dans son ouvrage « *De la division du travail social* », les sociétés et organisations humaines voient leur cohésion sociale se développer par l'existence soit de liens marchands, soit de liens politiques ou de liens communautaires.

Les liens marchands apparaissent par l'utilisation de contrats ou de conventions et autres règles informelles. Ils constituent une cohésion sociale par le biais de l'intérêt de l'échange de biens et services. Les liens politiques apparaissent par des règles propres aux institutions créées afin d'établir une certaine légitimité ; c'est l'utilité de prendre certaines décisions négociées par un groupe légitime qui implique cette cohésion sociale. Quant aux liens communautaires (sociétaires), ils apparaissent lorsque certaines similitudes s'établissent (des différences et complémentarités pour les sociétés modernes). Ces caractéristiques peuvent suffire à révéler une cohésion sociale source de solidarité.

Au Burundi, les cycles de violences politico-ethniques qui ont endeuillé le pays depuis le temps de l'indépendance, ont déchiré le tissu social de telle sorte que les gens ont du mal à se faire une confiance totale pour agir ensemble, même si dans la plupart des fois personne n'en parle. Ce manque de confiance porte un coup dur aux liens explicités par Durkheim avec des conséquences fâcheuses sur l'évolution socio-économique des communautés burundaises. Reconnaisant que la vie présente généralement des murs (visibles et invisibles), il est nécessaire d'adopter une attitude de coopération et de partage pour surmonter ces obstacles et aller vers le développement économique dans la paix.

Malheureusement, l'égoïsme s'installe souvent à la place de la coopération ce qui engendre l'exclusion, source des conflits. Pour réguler ces tendances négatives, il y a lieu de mettre en place des mécanismes structurels pour trouver des solutions adéquates et favoriser la coopération et la complémentarité en donnant aux jeunes la part qui leur revient.

L'Agenda 2030 des Nations Unies donne une piste de sortie : Ne Laisser Personne pour Compte! Dans cet agenda, les Etats-Membres s'engagent à s'attaquer aux causes de la pauvreté

multidimensionnelle, aux inégalités et discriminations, et à réduire les vulnérabilités des personnes les plus marginalisées. Ce principe est la pierre angulaire de la cohérence entre le développement, l'humanitaire, les droits humains et l'agenda de construction de la paix.

Par ailleurs le Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix (PPCP III) a trois domaines prioritaires à savoir le Dialogue national et la Cohésion Sociale, la protection et la promotion des droits de l'homme, la participation des jeunes dans la vie citoyenne, sociale et dans les initiatives de paix. La priorité des priorités du PCP III est la participation des jeunes. Ce plan vise à promouvoir une paix durable au Burundi, à travers une citoyenneté plus engagée qui respecte les droits humains, prévient et résout les conflits de manière pacifique et contribue à la création d'un environnement propice pour un développement durable.

D'autres initiatives du gouvernement Burundais orientent les acteurs dans le développement pour réaliser le développement durable. Il s'agit entre autres de la Politique Nationale Genre actualisée (2012-2025) qui se pose comme un moyen de promotion de l'équité et de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi de la politique de la jeunesse dont l'accès des jeunes filles et garçons à l'emploi et à l'auto développement constitue la principale stratégie prioritaire.

Ainsi, pour apporter sa pierre à ce pari mondial, ACORD et l'Association des Scouts du Burundi (ASB) mettent en œuvre un projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable au Burundi* ». Une étude de base pour établir la référence à ce projet a été prévue dans les activités préalables. C'est dans ce cadre qu'un consultant a été recruté pour mener à bien cette étude de base dont les objectifs sont spécifiés dans les lignes qui suivent.

## **I.2. Objectifs de l'étude**

L'objectif global de l'étude était d'établir une situation de référence Pour le projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion Sociale et la paix durable au Burundi* ».

L'étude visait trois objectifs spécifiques :

- (iv) S'enquérir de l'état des lieux de la participation politique des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les mécanismes de gouvernance locale, de prévention des conflits et de consolidation de la paix dans la zone ciblée par le projet ;
- (v) Etablir des points de référence pour des interventions du projet : investir dans la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable dans la zone d'intervention ;
- (vi) Valider les indicateurs d'atteinte des résultats prévus dans le document du projet.

## II. METHODOLOGIE

Cette étude a été effectuée sur base de revue documentaire, de focus groupes, d'entretiens et de questionnaires. Il s'agit d'une recherche quali-quantitative qui, établit une situation de référence sur l'état des lieux de la participation politique des jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale, de la prévention des conflits et de consolidation de la paix, et sur les points de référence des interventions du projet. L'étude valide ensuite les indicateurs d'atteinte des résultats prévus dans le document du projet.

Les étapes suivies, les méthodes utilisées pour récolter les données de terrain et l'échantillon sont présentées en détail.

### II.1. Les étapes suivies

Au préalable, *une revue documentaire* a été effectuée afin de comprendre le projet et le travail à faire pour établir sa situation de référence. Il s'agissait aussi de comprendre globalement la situation de la cohésion sociale des jeunes, en particulier au Burundi. A cette étape, les documents disponibles sur la cohésion des jeunes et la jeunesse en général, les rapports des ONG travaillant avec des jeunes, les outils nationaux et internationaux en rapport avec l'encadrement de la jeunesse, ont été consultés afin de comprendre cette problématique. Les documents concernant les provinces concernées par le projet ont été particulièrement analysés.

*L'élaboration des instruments de récolte des données* a suivi. Comme il était prévu d'utiliser le questionnaire, le focus group et l'entretien, les instruments de récolte de données à savoir un guide de discussion et un guide d'entretien ont été préalablement élaborés en même temps que le questionnaire. Ces guides étaient spécifiques aux personnes ou aux groupes à rencontrer. Les questionnaires et les focus groupes ont concerné les jeunes tandis que les entretiens ont été effectués auprès des personnes clés dans le domaine de l'encadrement de la jeunesse, les représentants des associations et des organismes, les personnes qui s'occupent habituellement de résoudre les différends ou conflits au niveau communautaire. Soulignons ici le rôle particulier joué par l'ASB dans la collecte des données, via ses points focaux provinciaux. Elle nous a servi de pont dans l'identification de toutes les personnes que nous avons rencontré, sans oublié que c'est aussi l'ASB a également facilité la logistique pour tous les déplacements d'une province à une autre.

*La formation des enquêteurs* ainsi que *la pré-enquête* ont servi à la familiarisation des enquêteurs avec les outils ci-haut mentionnés. Le personnel recruté à des fins de l'enquête sur terrain a donc bénéficié d'une formation afin de conduire les travaux à bon port, puis a procédé à la pré-enquête pour s'exercer. Le questionnaire et les guides avaient été préalablement traduits en Kirundi, avec l'aide des enquêteurs. Il était important qu'eux-mêmes choisissent les mots justes qui suscitent des réponses.

L'enquête proprement dite a concerné un échantillon déterminé à l'avance représentant en même temps les acteurs dans l'encadrement de la jeunesse mais aussi les différents groupes de jeunes.

Le détail de la récolte des données est présenté dans ce tableau de recherche :

**Tableau1 : Tableau de recherche**

| <b>Thèmes</b>  | <b>Source d'information</b>  | <b>Méthodologie</b>    |
|--|--|------------------------|
| Thème 1 :<br>Participation active à la prévention et à la résolution des conflits                    | Jeunes filles et garçons ( 16 par communes)  | Questionnaire          |
|  | Jeunes filles et garçons ( 10 par communes)  | Focus-group            |
|  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Autorités administratives (CTAS)</li> <li>2. Organisations civiles œuvrant pour les jeunes (centre jeunes, responsable scout et conseil national des jeunes)</li> <li>3. Président des comités de ciblage ou son adjoint</li> <li>4. Les représentants des partis politiques.</li> <li>5. Services techniques (Education et genre)</li> <li>6. les leaders communautaires</li> </ol> | Entretiens individuels |
| Thème 2 : Droit des jeunes à participer à la gouvernance locale et au développement de la communauté | Jeunes filles et garçons (16 par communes)   | Questionnaire          |
|  | Jeunes filles et garçons (10 par communes)   | Focus-group            |
|  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Autorités administratives (CTAS)</li> <li>2. Organisations civiles œuvrant pour les jeunes (centre jeunes, responsable scout et conseil national des jeunes)</li> <li>3. Président des comités de</li> </ol>   | Entretiens individuels |

| Thèmes  | Source d'information   | Méthodologie           |
|---|--|------------------------|
|   | ciblage ou son adjoint<br><br>4. Représentants des partis politiques<br><br>5. Services techniques (Education et genre)<br><br>6. les leaders communautaires   |                        |
| Thème 3 : Promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence | Jeunes filles et garçons ( 16 par communes)  | Questionnaire          |
|   | Jeunes filles et garçons ( 10 par commune)   | Focus-group            |
|   | 1. Autorités administratives (CTAS)<br><br>2. Organisations civiles œuvrant pour les jeunes (centre jeunes, responsable scout et conseil national des jeunes)<br><br>3. Président des comités de ciblage ou son adjoint<br><br>4. 4. Représentants des partis politiques<br><br>5. Services techniques (Education et genre)<br><br>6. . les leaders communautaires | Entretiens individuels |

Après l'enquête de terrain, les données recueillies par questionnaire, par focus groups et par des entretiens ont été dépouillées, analysées et mises en ordre afin de dégager des informations souhaitées sur l'état des lieux de la cohésion des jeunes et la paix durable au Burundi.

## II.2. Les instruments de récolte des données

Au regard des objectifs de l'étude, il a été proposé la démarche méthodologique basée sur plusieurs méthodes :

- ✓ *L'analyse documentaire* a permis de récolter les données dans des écrits afin d'avoir une compréhension globale de la problématique de la cohésion des jeunes.
- ✓ *Les Focus Groupes* réunis chaque fois 10 jeunes dans chaque commune ou zone (en mairie de Bujumbura). Un guide de discussion a été confectionné. Un total de 18 discussions de groupes ont été organisées pour les jeunes déjà identifiés comme bénéficiaires du projet ;
- ✓ *Le questionnaire* a été adressé aux jeunes déjà identifiés comme bénéficiaires du projet.
- ✓ *Les entretiens* : Il a été adressé aux responsables administratifs et aux membres du comité de ciblage qui comprend plusieurs catégories de personnes œuvrant dans le domaine de la jeunesse. Le questionnaire et les focus-groupes ont concernés autant de jeunes hommes que de jeunes femmes.

## II.3.L'échantillonnage

Les données de l'enquête de base ont été collectées sur base d'un échantillon représentatif qui est calculé à partir des 1080 jeunes qui constituent le nombre total des bénéficiaires, selon la formule suivante :

$$n = \frac{Z^2 pqN}{Z^2 N + Z^2 pq}$$

n = Echantillon ; N = Nombre total des jeunes du projet 1080

Z = 1,96 marge de signification statistique ; E = marge d'erreur : 5% ; p = valeur de l'indicateur clé

L'échantillon représentatif de cette population (1080) s'élève à 283 sujets, arrondi à 288, soit 16 jeunes par commune. Il y aura une représentation égale entre les jeunes hommes (50%) et les jeunes femmes (50%). En partant des listes déjà constituées, un choix aléatoires a été utilisé pour trouver les jeunes filles et jeunes garçons qui participent à l'enquête.

## II.4 Le travail de terrain

Les données de terrain ont été récoltées en Avril 2019. L'enquête proprement dite a été précédée par un prétest des outils, réalisé dans la zone Buterere de la commune Ntahangwa en Mairie de Bujumbura. Les résultats du pré-test ont révélé que les outils ont été bien conçus, et que les activités de terrain étaient faisables dans le temps imparti à l'enquête.

L'enquête sur terrain a duré 10 jours. Une équipe de 6 enquêteurs a été affectée à cette activité. Elle a concerné 13 communes de 5 provinces et 5 zones de la Mairie de Bujumbura suivant l'ordre chronologique indiqué dans ce tableau.

**Tableau2 : Les provinces et communes enquêtées**

| Provinces        | Communes/Zones d'enquête                        |
|------------------|---|
| Bujumbura Mairie | Buterere; Kamenge; Ngagara ; Kanyosha,et Musaga |
| Kayanza          | Kayanza ; Rango et Kabarore                     |
| Cibitoke         | Mugina ; Rugombo et Buganda                     |
| Bubanza          | Bubanza et Gihanga                              |
| Makamba          | Nyanza Lac et Kayogoro                          |
| Bujumbura        | Mugongomanga et Mukike et Kanyosha              |

## II.5. Le dépouillement, l'analyse des données et l'interprétation des résultats

Les données récoltées sur terrain ont été traitées de deux manières : les données des focus groupes qui avaient été enregistrées ont été retranscrites sous format électronique pour les analyser en tous leurs détails. Celles recueillies par l'entretien ont été saisies et traduites en français. L'analyse de contenu a permis de traiter ces données de focus-groups et d'entretiens.

Les questionnaires renseignés ont été saisis, encodés et les résultats ont été traités statistiquement par SPSS. Des tableaux ont été générés. Ces deux analyses qualitatives et quantitatives ont été complémentaires. Les résultats ont été ordonnés autour de 3 thèmes :

- ✓ La participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits ;
- ✓ Le droit des jeunes femmes et jeunes hommes à participer dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté ;
- ✓ La promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence.

Cette méthodologie a permis de récolter les résultats qui sont présentés dans le présent rapport.

### III. REVUE DE LITTÉRATURE SUR LA COHESION SOCIALE DES JEUNES

Il est nécessaire d'élucider les concepts clés de la problématique à l'étude avant de relater la situation générale de la cohésion sociale des jeunes au Burundi.

#### III.1. Elucidation des concepts

Les concepts qui reviennent dans ce document comme la cohésion sociale, la paix durable et la consolidation de la paix, la jeunesse, la résolution pacifique des conflits, la gouvernance locale et la participation citoyenne sont définies pour en harmoniser la compréhension.

##### III.1. 1. Cohésion sociale

L'expression « Cohésion sociale » désigne l'état d'une société, d'un groupe ou d'une organisation où la solidarité est forte et les liens sociaux intenses<sup>1</sup>. (Dictionnaire Larousse)

Cette expression a été utilisée pour la première fois en 1893 par le Sociologue Emile Durkheim dans son ouvrage « De la division du travail social » pour décrire le bon fonctionnement d'une société où se manifestent la solidarité entre individus et la conscience collective. La cohésion sociale favorise l'intégration des individus, leur attachement au groupe et leur participation à la vie sociale. Les membres partagent un même ensemble de valeurs et des règles de vie qui sont acceptées par chacun. L'existence des conflits sociaux ne signifie pas nécessairement l'absence de cohésion sociale.

D'autres auteurs soulignent les valeurs communes et les objectifs communs. Selon Jenson (1998) la cohésion sociale est « *un processus permanent qui consiste à établir des valeurs communes et des objectifs communs et à offrir l'égalité des chances, en se fondant sur un idéal de confiance, d'espoir et de réciprocité dans une communauté* ». Cet auteur dit encore que c'est « l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à ce que les individus aient le sentiment d'appartenir à une même communauté et se sentent reconnus comme appartenant à cette communauté ».

Il existe d'autres définitions qui insistent sur l'intensité du lien social. La cohésion sociale est alors définie comme un processus en sciences sociales qui tend à renforcer l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une structure sociale donnée. Donc ce concept est utilisé au sens large pour signifier l'intensité du lien social, c'est-à-dire, à quel point les membres d'un groupement sont connectés entre eux. De nature subjective l'intensité de la cohésion sociale peut être évaluée par des enquêtes de satisfaction.



D'autres définitions insistent encore sur l'équité. La cohésion sociale est définie donc comme l'ensemble des processus qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus l'égalité des chances et des conditions, l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu, et ce quels que soient son origine nationale ou ethnique, son appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, son statut social, son niveau socio-économique, son âge, son orientation sexuelle, sa santé ou son handicap.

D'autres auteurs tiennent en compte et insistent sur la notion d'intégration de tout membre de la communauté, sans exclusion. La cohésion sociale serait donc la capacité de la société à assurer le bien-être de tous ses membres, incluant l'accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité dans la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable. Elle implique de façon générale le renforcement du lien social pour l'ensemble de la population mais aussi, plus spécifiquement, l'inclusion sociale des personnes vulnérables.

### **III.1.2. Paix durable**

La paix désigne la concorde, la tranquillité régnant dans les rapports entre deux ou plusieurs personnes. Cette définition relève de la sphère privée des personnes. Mais le mot s'applique aussi à la sphère publique pour désigner «les rapports calmes entre concitoyens, l'absence de troubles ». Paix se dit aussi de la situation d'un pays qui n'est pas en guerre.

La paix ne signifie pas absence de conflit, mais un processus qui privilégie le dialogue constructif et inclusif aboutissant à la résolution d'un conflit entre individus à travers un comportement de compréhension mutuelle et de complémentarité des idées. Quand des conflits surviennent, en temps de paix, ils sont résolus sans usage de la force. Chez un individu, la paix est caractérisée par des sentiments de dignité, de quiétude, sans angoisse, sans intimidation et sans mauvaises idées.

Sociologiquement, la paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une ou des sociétés civiles et/ou militaires. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté principalement par l'écoute, la compréhension, le dialogue, la négociation ou par des échanges de biens tel le commerce ou le troc.

La paix implique également le goût pour le calme, ainsi que la capacité à vivre sereinement avec l'autre : individu ou société. En cela, la paix est l'intérêt commun pour le développement qui prend ses racines dans la prospérité. Si cette intérêt n'est pas partagé c'est qu'il n'y a pas existence d'une capacité visionnaire et avant-gardiste pour un développement enrichissant, quel qu'il soit : économique, innovation, culturel, durable, connaissance, sociétal. La paix n'est ni un idéal, ni une utopie. Elle est principalement une donnée sinéquanone au développement économique et tout ce qui en découle : culture, éducation, dynamisme... Elle est le cœur d'une économie. Sans paix il ne peut exister une économie prospère. En cela, nous pouvons dire que la paix est l'économie et que l'économie est la paix. Les guerres sont le disfonctionnement même de l'économie. La source de l'économie est la prospérité. La prospérité est la source de l'économie. La guerre est le chaos qui

empêche l'existence de l'économie. L'économie ne peut être définie selon le principe du bien être de quelques individus, mais de l'ensemble des individus et des sociétés

Consolider durablement la paix dans une zone sortant d'une période de conflit demeure un défi difficile à relever. En utilisant uniquement les mécanismes de consolidation de la paix conventionnels, il arrive souvent que la réconciliation échoue et aboutisse à des violations des droits humains encore bien pires que lors du conflit précédent (Call & Cousins, 2008).

Le réel développement d'une culture de paix est intégralement lié au fait de permettre aux communautés, à tous les niveaux, de développer leur sens du dialogue, de la négociation, du consensus et de la résolution pacifique des différences (UNESCO, 1999)

### **III.1.3. La jeunesse**

Dans sa définition la plus simple, la jeunesse est la période de vie entre l'enfance et l'âge mûr chez l'homme. Selon les Nations Unies, les jeunes sont des personnes dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans. Pour l'UNESCO, les jeunes constituent un groupe hétérogène en constante évolution, et l'expérience d'« être jeune » varie énormément selon les régions et au sein même des pays ([www.youth.unesco.org](http://www.youth.unesco.org)). Le Département des Affaires Economiques et Sociales (DEAS) des Nations Unies considère les jeunes comme étant des gens qui ont jusqu'à 35 ans. Les organisations actives dans le domaine de la gouvernance démocratique définissent la jeunesse comme la catégorie de personnes âgées de 18 à 35 ans (PNUD, 2013).

Dans notre contexte, la jeunesse a été considérée comme comprise entre 18 et 29 ans.

Depuis le recensement de 2008, le Burundi enregistre une évolution démographique importante avec plus de 66% de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Pour résoudre certains problèmes auxquels font face les jeunes, le gouvernement burundais, à travers le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, a mis en œuvre une politique nationale de la jeunesse (PNJ), l'accès des jeunes filles et garçons à l'emploi et à l'auto développement en constituant de principales stratégies prioritaires.

La jeunesse constitue la plus grande tranche de la population. En plus de leur poids démographique, les jeunes vivent des situations spécifiques qui limitent leur épanouissement social et économique, et qui sont aussi potentiellement génératrices de conflits graves. L'encadrement de la jeunesse s'avère donc la priorité des priorités.

En matière de politiques en faveur des jeunes, le gouvernement a, à son actif des réalisations qui pourraient servir de relais pour la mise en œuvre de la politique Nationale de la jeunesse. Il s'agit notamment du Conseil Nationale de la jeunesse mais aussi des centres pour Jeunes implantés à travers tout le pays depuis 2004.

Le conseil national de la jeunesse lancé officiellement à Bujumbura en Mars 2018 a l'ambition les activités des jeunes sous le thème : "La jeunesse ensemble pour la cohésion sociale, la consolidation de la paix et la promotion de l'entrepreneuriat."

### III.1.4. La résolution pacifique des conflits.

Commençons par donner un sens au terme « conflit ». Le conflit est un comportement caractéristique à un individu qui ne lui permet pas de prendre une décision, ou un comportement différencié des membres d'un groupe humain suite à leur divergence dans la compréhension des intérêts de chacun. Le conflit est donc l'incompréhension entre deux ou plusieurs personnes sur une chose, un fait, le sens d'un mot ou sur une façon de faire. C'est une situation durant laquelle des acteurs en interdépendance, soit poursuivent des buts différents, défendent des valeurs contradictoires, ont des intérêts divergents ou opposés, soit poursuivent simultanément et compétitivement un même but.

La résolution d'un conflit ne peut être envisagée en dehors du conflit lui-même : sa nature, ses causes, les personnes qui le vivent, le contexte dans lequel il se passe... Tout mode de résolution qui serait proposé de manière transversale, sans tenir compte des spécificités internes à la situation conflictuelle ne saurait être efficace.

La résolution pacifique des conflits, c'est un concept associé aux relations humaines, principalement lié au management et aux méthodes et outils d'aide à la prise de décision. Elle consiste dans le choix d'une solution à un affrontement et sa mise en œuvre. La résolution de conflit se distingue de la résolution des problèmes par son côté relationnel : dans un cas il s'agit de faire disparaître un différend entre personnes, dans l'autre cas il s'agit de faire disparaître une situation non désirée par une personne.

### III.1.5. La gouvernance locale

La **gouvernance locale** est l'ensemble des procédures institutionnelles, des rapports de pouvoir et des modes de gestion publics ou privés formels aussi bien qu'informels qui régissent l'action politique (Hermet, 2005). « *la gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement; elle traduit une interdépendance entre les pouvoirs et les institutions associées à l'action collective* ».

L'économiste Bernard PECQUEUR, dans ses travaux sur le développement local, définit, quant à lui, la gouvernance locale comme « *un processus institutionnel et organisationnel de construction d'une mise en compatibilité des différents modes de coordination entre acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre les problèmes productifs inédits posés aux territoires* ». Le concept de gouvernance locale apparaît alors comme une forme de régulation territoriale et d'interdépendance dynamique entre agents notamment productifs et institutions locales. Dans cette approche, le territoire contribue à réduire les coûts de transaction entre les firmes et constitue de ce fait un niveau pertinent pour coordonner les actions collectives. Au-delà de la seule efficacité comptable, est alors mis en évidence le fait que les institutions non économiques peuvent faciliter la coordination entre agents, sont donc acteurs à part entière des coordination et décision, des coalitions et négociations.

Il s'agit ainsi d'un ensemble de moyens par lesquels les individus et les institutions publiques et privées, gèrent leurs affaires locales. L'idée d'une gouvernance locale repose sur les capacités des

communautés à maîtriser leur territoire et à gérer leurs ressources. Elle implique que les populations ne sont pas seulement l'objet d'une décision ou d'une solution en bout de piste, mais sont partie intégrante de la décision et de la solution.

Cette dernière définition sera retenue dans le cadre de cette étude de base, car le rôle des jeunes dans la gouvernance locale sera exploré. Elle sied le plus à notre étude car elle a le mérite de mettre l'accent sur un processus plus participatif et d'entrevoir l'action locale comme étant plus proche des populations, paramètre essentiel au développement local.

### **III.1.6. La participation citoyenne**

La participation citoyenne s'entend ici comme la participation de la population aux décisions qui les concernent. Il y a différents niveaux de participation des citoyens dans tout projet ou processus. Les acteurs sollicités ne sont pas les mêmes à toutes les étapes. Ainsi, chaque étape du développement d'un projet appelle une forme de participation appropriée pour bien prendre en compte les idées de chaque partie prenante et assurer l'efficacité du processus. Par exemple, dès le début d'un projet, les citoyens et acteurs locaux sont invités à élaborer collectivement la vision de ce projet.

Le processus participatif comporte des avantages indéniables par rapport aux processus conventionnels, gérés uniquement par des professionnels désignés. Les citoyens, qui vivent dans le milieu au quotidien, ont une perception et une connaissance différentes de celles des experts, ce qui permet d'enrichir l'analyse. Les professionnels sont appelés à compléter le savoir expérientiel des résidents. La capacité d'écoute et l'ouverture aux échanges de chacun sont des ingrédients clés pour la compréhension mutuelle des enjeux.

En intégrant les observations, les préoccupations et les aspirations des résidents dès le départ et tout au long du projet, les gestionnaires font en sorte que l'ensemble des participants trouve collectivement des réponses qui correspondent aux besoins réels de la communauté

Au-delà d'une simple étape de consultation, la participation citoyenne permet de :

- ✓ compléter les connaissances techniques des professionnels en les informant sur le vécu au quotidien;
- ✓ prioriser les besoins;
- ✓ mettre des idées originales sur la table;
- ✓ bonifier l'analyse et les propositions pour s'assurer de résultats plus conformes aux besoins réels;
- ✓ s'allier aux leaders de la communauté et permettre à des acteurs qui ne sont pas habitués à travailler ensemble de le faire;
- ✓ favoriser l'acceptabilité sociale du projet et son appropriation par la communauté;
- ✓ faire connaître les contraintes de temps, de budget, techniques, etc., des différents partenaires;
- ✓ favoriser une gouvernance démocratique et soutenir les participants dans l'exercice de leur citoyenneté;
- ✓ aux résidents d'en apprendre sur les projets de développement;
- ✓ assurer à long terme le maintien de l'esprit du projet grâce aux citoyens actifs et aux organismes locaux partenaires du projet.

Dans le contexte de cette étude, nous parlons de cette participation citoyenne qui a pour but de permettre aux jeunes de s'impliquer dans les projets qui les touchent que ce soit dans leur quartier, dans leur commune, dans leur région ou dans leur pays. Dans cette définition, l'aspect qui ressort est que le citoyen a la possibilité de peser sur les politiques qui le concernent, et ce de différentes manières. Il peut exprimer des souhaits, des besoins ou des revendications, participer à un diagnostic, débattre des enjeux et des objectifs de développement, rechercher des solutions, faire des propositions, donner un avis sur les décisions à prendre ou participer à la décision, participer à la mise en œuvre d'un projet.

### **III.2. Problématique de la cohésion sociale des jeunes au Burundi**

Depuis son indépendance, le Burundi a connu plusieurs crises socio-politico-ethniques. Ces crises ont gravement porté préjudice à la cohésion sociale. Elles ont aussi gravement compromis le développement économique et social du pays.

Le Burundi fait toujours face à de nombreux défis pour parvenir à réduire la pauvreté : faiblesse de l'économie rurale, difficile accès à la terre, taux de chômage élevé et en constante croissance, forte dépendance vis-à-vis de l'aide au développement, politique économique qui ne permet pas de répartir équitablement les ressources, graves tensions sociales, vulnérabilité aux chocs environnementaux et au changement climatique, forte croissance démographique avec un taux fécondité de 5,7 enfants par femme en 2016 ( EDS 2016), absence d'une politique claire de planification familiale, et discours haineux de certains politiciens, instrumentalisant les populations les plus marginalisées, en particulier des jeunes et des femmes. L'instrumentalisation des jeunes constitue en particulier un problème épineux, car dans ce contexte, le pays risque de replonger dans les affres de la violence. Alors que de prochaines élections générales devraient être organisées en 2020, la communauté internationale craint une vive remontée des tensions inter-ethniques au Burundi, et appelle à des élections inclusives, crédibles et transparentes. Cette longue dynamique de crises et de conflits a créé au Burundi des ghettos identitaires fondés sur l'appartenance ethnique et l'affiliation politique, créant au sein des communautés une situation d'incertitude et de psychose généralisée. La sécurité communautaire devient alors un enjeu majeur pour la nation, intrinsèquement liée à la stabilité politique. Au niveau communautaire, les communautés disposent de faibles capacités de résilience aux conflits politiques. Les jeunes sont particulièrement vulnérables, les désaccords politiques des dernières années ayant été marqués par un fort activisme de la jeunesse. Souvent manipulés par les partis politiques, les jeunes furent à la fois acteurs et victimes de violences, y compris de violences sexuelles et de violences basées sur le genre. Aussi, les femmes et les filles sont disproportionnellement affectées par la violence et les conflits, la pauvreté et les violations de leurs droits au Burundi. Elles sont dans le pays de plus en plus les victimes de violences basées sur le genre, et sont trop souvent instrumentalisées dans les actes de violences, notamment policières et des militants lors des crises politiques. ( Cfr Document du projet).

Un climat de méfiance s'est donc installé entre les jeunes hommes et jeunes femmes de différentes sensibilités politiques, entraînant des heurts entre eux et des destructions des biens. Ce

phénomène a été observé à plusieurs reprises pendant les moments décisifs de gouvernance du pays, notamment lors des compétitions électorales et durant les crises politiques au haut niveau. Plusieurs facteurs concourent à cette faiblesse : les jeunes hommes et les jeunes femmes sont fortement exposés à l'instrumentalisation et à la manipulation politique orchestrées par les chefs de file politiques en raison (i) de leur ignorance des droits humains, y compris de leurs propres droits et obligations, (ii) de l'idéologie divisionniste ancré dans l'esprit de certains hommes politiques, (iii) de leur manque de participation dans toute forme de gouvernance, et de (iv) leur précarité économique.

En effet, (i) les jeunes hommes et les jeunes femmes ignorent souvent les droits humains, y compris leurs propres droits et obligations. Alors qu'ils violent les droits de leurs concitoyens, ils prétendent défendre les leurs. En suivant les mots d'ordre lancés par leurs chefs de file politiques, ils se retrouvent ainsi en conflit avec la loi, devenant par-là acteurs et victimes des violences. (ii) Par ailleurs, l'idéologie divisionniste, héritage de la colonisation, s'est amplifiée pendant la période d'indépendance, causant des cycles de violences que les Accords de paix et de réconciliation d'Arusha ont tenté de résoudre. Cependant, ce mal n'est pas encore complètement éradiqué, certains hommes politiques l'utilisant pour manipuler et instrumentaliser la jeunesse. Les jeunes sont ainsi maintenus et enfermés dans leurs ghettos identitaires respectifs, les empêchant d'être solidaires devant leurs besoins pourtant communs. (iii) En outre, les jeunes, et particulièrement les jeunes femmes, sont fortement ignorés par les mécanismes de gouvernance et de prise de décision, renforçant leur perception d'être écartés de la vie citoyenne. (iv) Enfin, les jeunes hommes et les jeunes femmes sont particulièrement touchés par un chômage toujours grandissant, à tel point que ceux-ci sont désespérés face à l'absence d'avenir et facilement manipulables.

Cependant, s'ils sont bien encadrés et accompagnés, les jeunes hommes et les jeunes femmes burundais peuvent agir contre les causes profondes des conflits et au sein de mécanismes de prévention de ces derniers. En effet, les jeunes disposent d'un fort potentiel et d'un grand intérêt pour analyser, prévenir et régler les conflits émergeant au sein de leurs communautés de manière pacifique et concertée. Ils sont particulièrement actifs au sein de différents mouvements associatifs au Burundi, luttant entre autres contre l'insécurité économique, alimentaire, sanitaire, sociale, environnementale, communautaire et politique, témoignant de leur détermination à être des acteurs à part entière de la société civile engagés auprès de leurs communautés. Les jeunes démontrent en ce sens une réelle volonté de participer dans la société, et ce notamment au travers de programmes de maintien et de consolidation de la paix, afin de gagner en sécurité et en stabilité. Alors que les jeunes souhaitent s'affirmer comme agents de changement face aux clivages politico-ethniques passés, il est essentiel de les accompagner en ce sens afin qu'ils tirent les leçons de leurs expériences passées, et qu'ils deviennent des artisans de paix.

Différentes expériences passées témoignent de cette volonté de changement chez les jeunes. Au travers de différents mouvements associatifs au Burundi, les jeunes hommes et les jeunes femmes

ont ainsi utilisé à plusieurs reprises et de manière efficace des activités culturelles et sportives et offert des cadres d'échanges, leur permettant de sensibiliser leurs communautés et de partager leurs expériences sur différentes thématiques, telles que la paix et la cohésion sociale, ou la santé sexuelle et reproductive et le VIH/SIDA. Les jeunes femmes sont également particulièrement actives au sein de différents mouvements associatifs féminins au Burundi. Les femmes sont en effet perçues comme d'importants vecteurs de paix au sein de leurs communautés, et plus largement de la société. La communauté internationale a ainsi largement reconnu que leur participation était indispensable à l'établissement et au maintien de la paix, celles-ci étant des agents de changement avérés. Or, alors qu'elles sont plus majoritairement victimes de violences en temps de conflit, les femmes sont souvent tenues à l'écart des négociations de paix et exclues des processus de reconstruction. Aussi, l'engagement des jeunes femmes burundaises au sein de ces mouvements leur permet d'aiguiser leur leadership et de mieux défendre leurs droits. Les mouvements associatifs féminins offrent donc un cadre à exploiter pour inciter les jeunes femmes (et les jeunes hommes) à devenir des artisans de la paix engagés.

Il s'agit en ce sens de donner aux jeunes hommes et aux jeunes femmes les moyens de faire face aux conditions systémiques qui engendrent la violence et de leur offrir la possibilité d'exercer une influence positive sur la société en donnant une plus grande résonance à leurs voix et en renforçant leur résilience. En intégrant des jeunes qui ont été impliqués dans des actes de violence ou qui en ont subi les effets dans des initiatives communautaires qui les aident à se reconstruire, ceux-ci peuvent être plus à même d'analyser les questions sociales qui les concernent et devenir des moteurs de changement. Le principal défi relève de leurs capacités organisationnelles, pour qu'ils puissent pleinement influencer, initier et prendre part aux mécanismes de prévention et de règlement pacifique des conflits, mais aussi de gouvernance locale et de développement communautaire.

Alors que beaucoup d'efforts sont actuellement tournés vers le renforcement des initiatives visant la formation et l'emploi des jeunes hommes et des jeunes femmes, les questions de participation des jeunes à la prévention et à la résolution des conflits et au sein des mécanismes de gouvernance locale restent encore trop ignorées bien que partie intégrante des leviers de paix au Burundi.

Au cours de ces différentes crises, les jeunes ont constitué les principaux acteurs, autant en ce qui concerne les auteurs (au moins physiques) des crimes qui se commettaient, qu'en ce qui touche à ceux qui en ont été victimes. Plusieurs y ont laissé la vie. D'autres sont aujourd'hui confrontés à des incertitudes au vu des souffrances qu'ils ont subies ou qu'ils ont fait/font subir aux autres et qu'ils ont des difficultés à maîtriser pour rebondir dans leur vie. Dès lors, il est important de développer des mécanismes de dialogue et de concertation entre les groupes de jeunes hommes et de jeunes femmes et les décideurs et le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits pour contribuer au processus de consolidation de la paix au Burundi.

Etant donné que les jeunes de moins de 25 ans constituent plus de la moitié de la population burundaise et partant une force vive de la nation, il est dès lors pertinent de prendre en compte

leurs points de vue, contributions et doléances en rapport avec les aspects de développement, de cohésion sociale et de paix.



#### IV. RESULTATS DE L'ETUDE

Les résultats de cette étude sont présentés sous les principaux thèmes suivants :

- ✓ Participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits
- ✓ Droit des jeunes à participer dans la gouvernance locale dans le développement de la communauté
- ✓ Promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence

Avant d'aborder les différents thèmes, il est importe de présenter les caractéristiques de l'échantillon.

##### IV. 1. CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON

Les variables suivantes ont permis de décrire l'échantillon : l'âge, le sexe, niveau d'étude, activités professionnelles et état matrimonial. La répartition des personnes clés rencontrées en entretien individuel est également présentée.

**Tableau 3 : Répartition des répondants au questionnaire par tranche d'âge**

| Province           | 18 à 24 ans | 25 à 29ans | 30 à 35 ans | Total       |
|--------------------|-------------|------------|-------------|-------------|
| 1-Bubanza          | 4           | 25         | 2           | 31          |
| 2-Bujumbura        | 10          | 37         | 1           | 48          |
| 3-Buja Mairie      | 16          | 57         | -           | 73          |
| 4-Cibitoke         | 11          | 37         | -           | 48          |
| 5-Kayanza          | 16          | 27         | 1           | 44          |
| 6-Makamba          | 10          | 23         | 2           | 35          |
| <b>Total</b>       | <b>67</b>   | <b>206</b> | <b>6</b>    | <b>279</b>  |
| <b>Pourcentage</b> | <b>24%</b>  | <b>74%</b> | <b>2%</b>   | <b>100%</b> |

Le tableau 3 montre que les jeunes identifiés par le projet sont répartis dans trois tranches d'âge : La tranche de 25 à 29 ans est la plus représentative avec 74% soit 206 jeunes, suivie de celle de 18 à 24 ans (67 jeunes soit 24%) ; 30 à 35 ans (6 jeunes soit 2%).Ceci montre que les consignes ont été respectées en grande partie lors du ciblage de jeunes faisant partie du projet. La petite minorité de la dernière tranche pourrait dépendre à notre avis des faussesdéclarations au moment de l'identification puisque le projet avait comme cible les jeunes de 18 à 29 ans.

**Tableau 4 : Répartition des répondants au questionnaire par sexe**

| Province           | Femmes/filles | Hommes/Garçons | Total       |
|--------------------|---------------|----------------|-------------|
| 1-Bubanza          | 15            | 16             | 31          |
| 2-Bujumbura        | 24            | 24             | 48          |
| 3-Buja Mairie      | 37            | 36             | 73          |
| 4-Cibitoke         | 24            | 24             | 48          |
| 5-Kayanza          | 23            | 21             | 44          |
| 6-Makamba          | 15            | 20             | 35          |
| <b>Total</b>       | <b>138</b>    | <b>141</b>     | <b>279</b>  |
| <b>Pourcentage</b> | <b>49%</b>    | <b>51%</b>     | <b>100%</b> |

Au moment de l'invitation des jeunes femmes et jeunes hommes pour participer dans la collecte des données pour cette étude de base, la parité homme/femme avait été respectée. Sur le terrain, il a été constaté une légère différence entre les jeunes garçons qui représente 51% et les jeunes femmes qui représentent 49%. L'idée d'une représentation équitable entre les jeunes hommes et les jeunes femmes n'a pas été compromise étant donné que la différence constatée n'est pas significative par rapport aux données collectées.

**Tableau 5 : Répartition des répondants aux questionnaires par niveau d'étude**

| Province           | Alphabétisé | Primaire    | Cycle inférieur | Cycle supérieur non achevé | Cycle supérieur achevé | Université (Bac, A1, Licence, Ir) | Total       |
|--------------------|-------------|-------------|-----------------|----------------------------|------------------------|-----------------------------------|-------------|
| Bubanza            | 1           | 1           | 2               | 2                          | 17                     | 7                                 | 31          |
| Bujumbura          |             | 1           | 2               | 2                          | 34                     | 8                                 | 48          |
| Buja Mairie        |             | 4           |                 |                            | 43                     | 20                                | 73          |
| Cibitoke           |             | 8           | 1               | 1                          | 32                     | 5                                 | 48          |
| Kayanza            |             | 2           | 5               | 5                          | 33                     |                                   | 44          |
| Makamba            |             |             | 1               | 1                          | 26                     | 8                                 | 35          |
| <b>Total</b>       | <b>1</b>    | <b>16</b>   | <b>11</b>       | <b>11</b>                  | <b>185</b>             | <b>48</b>                         | <b>279</b>  |
| <b>Pourcentage</b> |             | <b>5,7%</b> | <b>3,9%</b>     | <b>3,9%</b>                | <b>66,3%</b>           | <b>17,2%</b>                      | <b>100%</b> |

La majorité des jeunes identifiées se trouvent dans la catégorie de ceux qui ont terminé le cycle supérieur des humanités (66,3%), suivi par ceux qui ont terminé l'université (17,2%); viennent ensuite les jeunes qui ont terminé le cycle inférieur (6,5%) et ceux qui ont le niveau primaire (5,7%). Un seul jeune (0,4%) alphabétisé se trouve sur la liste.

**Tableau 6 : Répartition des répondants au questionnaire par activités professionnelles**

| Province           | Sans         | Cultivateur | Travailleur privé (métier, chauffeur, serveur, etc) | Enseignant  | Total       |
|--------------------|--------------|-------------|---|-------------|-------------|
| Bubanza            | 24           | 4           | 2   |             | 30          |
| Bujumbura          | 44           | 3           |   |             | 47          |
| Buja Mairie        | 71           |             | 2   |             | 73          |
| Cibitoke           | 39           | 6           | 1   | 1           | 47          |
| Kayanza            | 39           | 3           | 1   | 1           | 44          |
| Makamba            | 32           |             |   | 3           | 35          |
| <b>Total</b>       | <b>249</b>   | <b>16</b>   | <b>6</b>  | <b>4</b>    | <b>279</b>  |
| <b>Pourcentage</b> | <b>89,2%</b> | <b>5,7%</b> | <b>1,8%</b>   | <b>2,3%</b> | <b>100%</b> |

Une grande majorité des jeunes identifiés par le projet est sans emploi (89,2%). Ils sont suivis par les agriculteurs qui représentent 5,7%, ceux qui font le commerce et d'autres petits métiers (2,3%) et les enseignants (1,8%). En ciblant des jeunes sans emploi en grande partie, le projet va contribuer effectivement à la consolidation de la paix puisque ces jeunes sans emploi sont les plus exposés à la manipulation politique. S'ils sont avertis et qu'ils participent avec les autres jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale et la consolidation de la paix, il serait très difficile de les entraîner dans des actes de violence ou de perturbation de la paix.

**Tableau 7 : Répartition des répondants au questionnaire par état matrimonial**

| Province           | Célibataire | Divorcé   | Marié      | Total       |
|--------------------|-------------|-----------|------------|-------------|
| Bubanza            | 22          |           | 9          | 31          |
| Bujumbura          | 44          | 1         | 3          | 48          |
| Buja Mairie        | 58          |           | 15         | 73          |
| Cibitoke           | 30          | 1         | 17         | 48          |
| Kayanza            | 37          |           | 7          | 44          |
| Makamba            | 21          |           | 14         | 35          |
| <b>Total</b>       | <b>212</b>  | <b>2</b>  | <b>65</b>  | <b>279</b>  |
| <b>Pourcentage</b> | <b>76%</b>  | <b>1%</b> | <b>23%</b> | <b>100%</b> |

76 % des bénéficiaires identifiés sont des célibataires contre 23% de mariés. 1% est divorcé. Avoir l'âge et les activités professionnelles des bénéficiaires qui ont été identifiés par le projet, il est clair que le projet cadre bien avec la réalité de terrain. Il est tout à fait normal d'avoir un taux très élevé (76%) des jeunes enquêtés qui sont des célibataires. En faisant un lien avec le tableau

qui montre les activités professionnelles, on constate que presque 90% des jeunes du projet ne travaillent pas. Il est presque automatiquement normal que 76% de ces jeunes soient célibataires, puisqu'ils ne disposent pas de moyen pour fonder et entretenir un ménage. Il faut se rendre compte que cette situation prédispose aussi les jeunes à la manipulation des politiciens qui pourraient profiter de cette vulnérabilité et amener les jeunes dans la violence en leur promettant de résoudre leurs problèmes à condition qu'ils acceptent les conditions posées.

Tableau 8 : Répartition des répondants en entretien individuel

| Province           | Autorités administratives (CTAS) | Organisations civiles œuvrant pour les jeunes | Président des comités de ciblage | Représentants des partis politiques | Services techniques (Education et genre) | les leaders communautaires | Total |
|--------------------|----------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------------|--|----------------------------|-------|
| Bubanza            | 2                                | 6   | 2                                | 4                                   | 4  | 4                          | 22    |
| Bujumbura          | 3                                | 9   | 3                                | 6                                   | 9  | 6                          | 36    |
| Buja Mairie        | 5                                | 12  | 5                                | 10                                  | 5  | 5                          | 42    |
| Cibitoke           | 2                                | 6   | 2                                | 4                                   | 4  | 4                          | 22    |
| Kayanza            | 3                                | 9   | 3                                | 6                                   | 9  | 6                          | 36    |
| Makamba            | 2                                | 6   | 2                                | 4                                   | 4  | 4                          | 22    |
| <b>Total</b>       | 17                               | 48  | 17                               | 34                                  | 35                                       | 29                         | 180   |
| <b>Pourcentage</b> | 9.4%                             | 26.8%   | 9.4%                             | 18.9%                               | 19.4%                                    | 16.1%                      | 100%  |

La collecte des données a touché toutes les personnes qui avaient été prévues sauf en Mairie de Bujumbura où nous n'avons pas trouvé les assistantes sociales du CDFC. Concernant les partis politiques, il a été jugé sage de rencontrer ceux qui étaient dans les institutions au moment du ciblage de bénéficiaires du projet.

Après cette répartition qui décrit les jeunes et les représentants des différentes catégories concernées par l'étude, les différents thèmes et sous-thèmes sont présentés avec des chiffres et des graphiques à l'appui. Les données qualitatives complètent et explicitent celles quantitatives.

## IV.2. PARTICIPATION ACTIVE DES JEUNES FEMMES ET JEUNES HOMMES A LA PREVENTION ET A LA RESOLUTION DES CONFLITS

Ce thème explore la nature des conflits qui prédominent dans les communautés, les causes de leur amplification ainsi que la place des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

### IV.2.1. Les conflits prédominants dans les communautés

Les conflits qui ont été relevés par les enquêtés sont de différente nature. Les principaux sont inventoriés dans le tableau qui suit :

**Tableau 9: La nature des conflits prédominant par province**

| Nature des conflits   | Bubanza | Bujumbura | Buja Mairie | Cibitoke | Kayanza | Makamba | Total        |
|---|---------|-----------|-------------|----------|---------|---------|--------------|
| Ethnique  | 0,4%    | 1%        | 0,0%        | 1%       | 0,4%    | 0,4%    | <b>4%</b>    |
| Foncier   | 10%     | 16,7%     | 13,3%       | 14%      | 15,7%   | 11%     | <b>80,6%</b> |
| Politique   | 5%      | 7%        | 13%         | 9%       | 6%      | 7%      | <b>47%</b>   |
| Religieux   | 1%      | 0,4%      | 1%          | 2%       | 1%      | 2%      | <b>8%</b>    |
| VSBG/<br>polygamie/c<br>oncubinage/<br>mariages<br>illégaux   | 4,3%    | 9,9%      | 3,3%        | 6,3%     | 8,3%    | 9,9%    | <b>41,7%</b> |
| Consommation de trop<br>d'alcool<br>et /ou des<br>stupéfiants | 1,3%    | 3,3%      | 5,9%        | 2,0%     | 1,3%    | 0,7%    | <b>14,5%</b> |
| Autres  | 2,4%    | 0,1%      | 6,5%        | 4,7%     | 0,7%    | 1,7%    | <b>16,1%</b> |

A des proportions différentes, on observe les mêmes tendances dans toutes les Provinces. Pour faciliter la compréhension du lecteur, certains facteurs du même domaine ont été groupés ensemble. Il s'agit notamment des VSBG qui combinent la polygamie, le concubinage et unions illégales. La consommation abusive d'alcool et mise ensemble avec les stupéfiants. Enfin, les conflits fonciers sont mis ensemble avec les conflits liés à la succession.

Les conflits fonciers sont les plus fréquents dans toutes les provinces avec un taux de 80,6% dans l'ensemble. La délimitation des propriétés foncières devient un conflit permanent dans la communauté. Ces résultats vont dans le même sens que ce qui est rapporté généralement sur les

affaires se trouvant dans les cours et tribunaux du pays qui montre ces conflits occupent le premier rang et pratiquement avec les mêmes proportions.

La deuxième catégorie est constituée de conflits politiques avec un taux de 47%. Nos enquêtés ont relaté dans cette catégorie les tensions liées aux partis politiques et qui aboutissent des fois à des échauffourées. Ils ont évoqué aussi des vols orchestrés par certaines personnes mal intentionnées qui se prétendent du parti au pouvoir et qui bénéficient des fois de l'impunité.

Les conflits qui se réfèrent aux VSBG attirent aussi l'attention, puisqu'ils sont à 41,7%. Dans les focus-groupes et les entretiens, des conflits liés à la sexualité au sein des couples, et des violences faites aux femmes ont été évoquées. Ils se manifestent beaucoup plus par le concubinage qui a comme corolaire la dislocation des ménages, l'augmentation des enfants dont la paternité n'est pas reconnue et qui partant ne sont pas enregistrés à l'état civil, des coups et blessures, etc. Il s'agit aussi des conflits conjugaux suite à l'adultère ou des fiançailles non concluantes.

Il est important de signaler ici le taux moins élevé des conflits ethniques (4%) Ceci revient à dire que les jeunes ont déjà compris que le fait d'être dans les ethnies différentes ne cause pas de problème en soi, mais que certaines personnes, les hommes politiques surtout, exploitent cette corde sensible quand ils ont besoin de défendre leurs intérêts d'une manière illégale.

D'autres types de conflits sont dits économiques, parce que liés à la pauvreté. Dans cette catégorie, les participants à l'étude ont évoqué notamment le chômage et les jalousies qui en découlent quand les plus jeunes trouvent du travail avant ceux qui cherchent depuis plusieurs années. Ils ont évoqué aussi les conflits liés aux dettes (abus de confiance), et les vols perpétrés dans les ménages.

La catégorie des jeunes qui consomment des stupéfiants et des boissons très alcoolisées représente 14,5% et présente donc un risque élevé dans l'augmentation des conflits.

*Les 3 premiers types de conflits prédominants dans les communautés par ordre d'importance sont::*

- ✓ *les conflits fonciers: 80,6%*
- ✓ *les conflits politiques: 47%*
- ✓ *les conflits liés au VSBG: 41,7%*

#### **IV.2.2. Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés**

Les facteurs d'amplification ne sont pas les causes, mais le terrain favorable aux conflits. Ils sont inventoriés de façon non exhaustive dans le tableau suivant :

**Tableau 10 : Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés**

| Les facteurs d'amplification des conflits dans la communauté                             | Bubanza | Bujumbura | Bujumbura Mairie | Cibitoke | Kayanza | Makamba | Total  |
|--|---------|-----------|------------------|----------|---------|---------|--------|
| la démographie galopante   | 4%      | 6%        | 4%               | 5%       | 12%     | 5%      | 36%    |
| Ignorance  | 1%      | 1%        | 2%               | 1%       | 1%      | 1%      | 7%     |
| Manque de dialogue / manque de médiateur   | 0%      | 2,2%      | 2,9%             | 1%       | 2,8%    | 0%      | 8,9%   |
| partis politiques  | 3%      | 3%        | 5%               | 6%       | 1%      | 5%      | 23%    |
| Pauvreté : Les disettes fréquentes / chômage des jeunes/ oisiveté des jeunes/ Succession | 5,9%    | 13.5%     | 20%              | 12.6%    | 8.9%    | 8.7%    | 69.6 % |
| Mésententes entre les rapatriés et les résidents sur les collines                        | 0,0%    | 0,0%      | 1,8%             | 0,0%     | 0,0%    | 7,3%    | 9,1%   |
| périodes électorales   | 0,4%    | 1%        | 2%               | 0,4%     | 1%      | 1%      | 6%     |
| Division ethnique et régionalisme/ Stigmatisation  | 0,9%    | 1%        | 1,9%             | 1,3%     | 2,9%    | 1,9%    | 9,9%   |
| Des soupçons entre les uns et les autres relatives aux fétiches/aux maladies             | 0,0%    | 0,0%      | 0,0%             | 2,7%     | 0,0%    | 1,8%    | 4,5%   |
| Autres   | 1%      | 1.8%      | 4.8%             | 1.8%     | 1.7%    | 1.8%    | 12.9 % |

On constate que deux éléments dominent le tableau. Il s'agit de la démographie galopante (36%) et de ce qui est appelé pauvreté (69,6%), selon les réponses des jeunes. Au fond, la démographie galopante se trouverait aussi dans la pauvreté, même si elle a été citée à part. Ceci reviendrait plutôt à dire que c'est le facteur d'amplification des conflits le plus observé, à tel enseigne qu'il mérite d'être dissocié des autres facteurs liés à la pauvreté, telle qu'elle est comprise par nos enquêtés. Ceci renforce les résultats du tableau précédant qui montre que les conflits fonciers sont de très loin supérieurs aux autres conflits dans les communautés.

Il faut noter dans ce tableau la particularité de la province Makamba sur la mésentente entre les rapatriés et les résidents sur les collines. Cette province se trouve sur la frontière avec la Tanzanie et accueille beaucoup de rapatriés qui rentrent dans leur pays, ce qui constitue souvent une source de conflits autour des propriétés ou des biens qui ont été exploités ou spoliés par les résidents pendant l'absence des personnes qui ont fui le pays.

Le contexte de pauvreté fait aussi allusion au chômage. Certains des enquêtés ont affirmé ne plus être pris en charge par leurs parents, soit disant que ceux-ci se sont ruinés pour payer la scolarité et qu'à la fin, il n'y a pas de retour. Le manque de loi sur la succession constitue aussi un terrain favorable aux conflits, surtout foncier. Paradoxalement, la richesse et l'abondance peuvent constituer des catalyseurs de conflits selon certains des participants à l'enquête.

“Iyo umuceri weze, hari abagabo baca bigenza nkimpene zo mucu. Umuvugishije ngo naho nokwica nokuriha. Abo rero ni bamwe uca usanga bashaka gutora umugore wese babonye, ugasanga ivyo muhira iwe ntakibiubazwa”

ce qui signifie:

“ A la récolte du riz, certains hommes se comportent très mal. Un homme peut même vous menacer de mort si vous tentez de lui donner des conseils. Ce sont ces gens qui prennent plusieurs femmes et en oublient leur responsabilité à la maison”

A côté de la pauvreté qui inclut aussi la démographie galopante comme expliqué plus haut, le contexte socio-politique vient en deuxième position. Les partis politiques qui sont cités comme facteur d'amplification des conflits. Par ailleurs, les jeunes citent les périodes électorales aussi, il y a lieu d'associer ces dernières aux partis politiques puisqu'ils en sont les acteurs principaux. Le calme ou les échauffourées qui caractérisent les périodes électorales dépendent des enseignements véhiculés par les partis politiques en compétition. Les discours toxiques, blessants et mensongers sont légions lors de la propagande politique selon les enquêtés générant l'intolérance, les solidarités négatives et donc l'exclusion,...Souvent, un bon médiateur réglerait la situation mais chacun veut trouver la solution dans son parti politique et il n'y a pas de dialogue entre les parties en conflits. Parfois d'autres phénomènes sont à l'œuvre et peuvent faire empirer la situation. Il s'agit des rumeurs qui font fuir la population, de l'impunité qui permet la récurrence dans la violation des droits humains, la corruption mais encore de la mauvaise gestion des biens de certains cas de rapatriés.

Enfin, le contexte d'ignorance vient coiffer le tout. Pour certains jeunes, le manque de connaissances et le manque d'informations, le manque de formation sur certaines thématiques importantes comme la résolution pacifique des conflits ; l'estime de soi, l'entrepreneuriat, le leadership, le développement personnel, etc, réduisent d'une manière considérable les capacités



de résilience des jeunes et de leur intervention dans la prévention et la résolution pacifique des conflits. Par contre, les jeunes qui ont participé à des formations assurent qu'ils sont plus à l'aise pour aider leurs camarades en cas de conflits.

**Tableau 11 : Répartition des jeunes qui affirment avoir participé ou non dans la résolution des conflits**

| Province      | Oui        | Non        | Total       |
|---------------|------------|------------|-------------|
| 1-Bubanza     | 3%         | 8%         | 11%         |
| 2-Bujumbura   | 3%         | 15%        | 17%         |
| 3-Buja Mairie | 3%         | 23%        | 26%         |
| 4-Cibitoke    | 3%         | 14%        | 17%         |
| 5-Kayanza     | 5%         | 10%        | 16%         |
| 6-Makamba     | 4%         | 9%         | 13%         |
| <b>Total</b>  | <b>20%</b> | <b>80%</b> | <b>100%</b> |

Le tableau montre que 20% des jeunes enquêtés participent dans la résolution des conflits. « *Twebwe urwaruka ikibanza turagifise mu gukinga canke mu gutatura amatati mu kibano, ariko, nko kubintu vy'amatati akomeye ntudukunda guca tubirangura neza kubera baca bagenda nko kwitura inzego zo hejuru, ariko ico dukora, turahanura, tubonye bidakunda tukabarungika hejuru* »

*Les jeunes ont un rôle dans la prévention et la résolution pacifique des conflits dans la communauté. Cependant, nous n'agissons pas sur les conflits majeurs puisqu'ils sont directement acheminés au niveau supérieur. Nous nous limitons aux conseils et quand ça ne marche pas nous les référons au niveau supérieur* ». Focus Kabarore.

« *Oya ntakibanza baduha mu gukinga canke mu gutatura amatati mu kibano, kenshi abatase baca bavyishikiririza nk'abategetsi akaba aribo batatura ayo matati aba yabaye mugabo urwaruka ntivyigera bibaho* »

*Non, nous n'avons pas de rôle dans la prévention et la résolution pacifique des conflits. Dans la plupart des fois, les personnes en conflits se dirigent par exemple chez les autorités pour que ces dernières les aident dans le règlement de ces conflits. Les jeunes n'y participent jamais* ». Focus Gihanga.

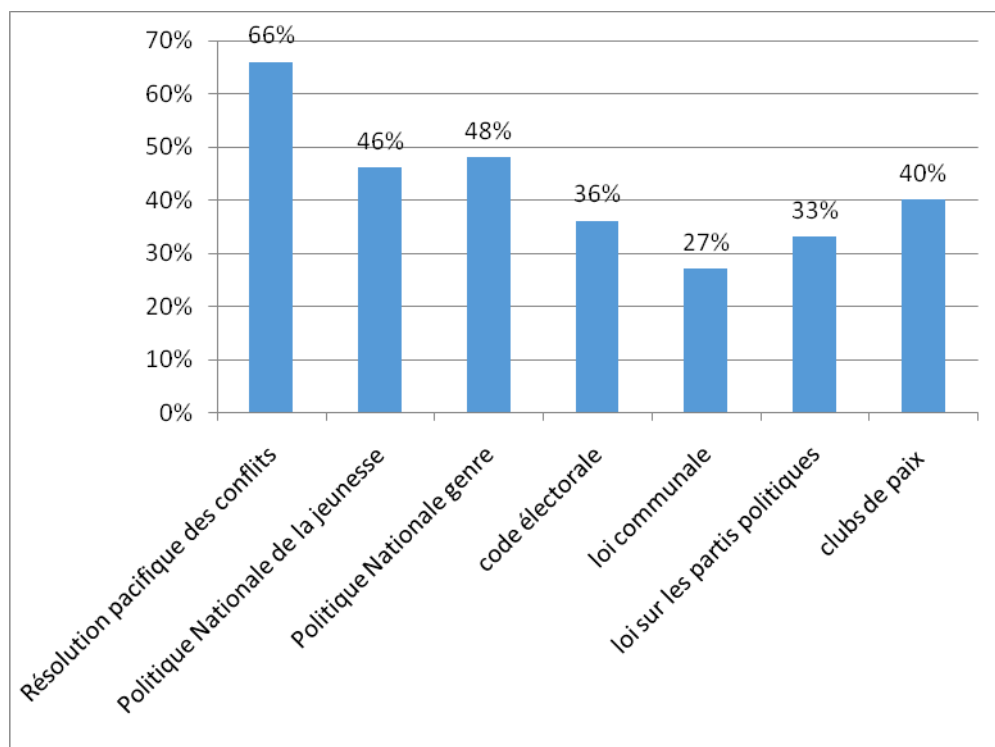
Ces propos expliquent pourquoi la participation des jeunes dans la résolution des conflits est limitée seulement à 20%. Toutefois, ce pourcentage n'est pas pour autant négligeable. Il constitue une bonne base pour renforcer leur participation effective dans la prévention et la résolution des conflits dans leurs communautés.

**Tableau 12 : Répartition des répondants selon les types de conflits réglés par les jeunes**

| Type de conflits | Bubanza   | Bujumbura  | Buja Mairie | Cibitoke   | Kayanza    | Makamba    | Total       |
|------------------|-----------|------------|-------------|------------|------------|------------|-------------|
| Familial/social  | 5%        | 12%        | 10%         | 10%        | 7%         | 8%         | <b>52%</b>  |
| Foncier          | 1%        | 3%         | 1%          | 1%         | 2%         | 2%         | <b>10%</b>  |
| Politique        | 1%        | 1%         | 5%          | 1%         | 1%         | 2%         | <b>11%</b>  |
| VSBG             | 1%        | 2%         | 1%          | 1%         | 1%         | 1%         | <b>7%</b>   |
| Autres           | 1%        | 2%         | 11%         | 3%         | 2%         | 1%         | <b>20%</b>  |
| <b>Total</b>     | <b>9%</b> | <b>20%</b> | <b>28%</b>  | <b>16%</b> | <b>13%</b> | <b>14%</b> | <b>100%</b> |

Le tableau montre que les jeunes interviennent principalement dans la résolution des conflits familiaux et/ou sociaux (52%). Ceci paraît réaliste du fait que les jeunes sont directement concernés par ces conflits et maîtrisent les tenants et les aboutissants de ces conflits. Pour les autres types de conflits les proportions restent faibles et presque équitables. Dans autres, il y a principalement les conflits religieux, ivresse et exploitation des minerais.

**Graphique 1 : Pourcentage des jeunes ayant déjà entendu parler des thématiques**



Au niveau des connaissances, les jeunes ont pas mal d'information sur beaucoup de thématiques, les plus connues étant la résolution pacifique des conflits, la politique nationale genre et la

politique nationale de la jeunesse. Cependant, ces connaissances devraient être accompagnées par des compétences puisque les jeunes se sentent encore démunis dans l'utilisation de ces connaissances et sollicitent un renforcement de capacités.

| Thématique                            | Pourcentage des jeunes qui ont déjà entendu parler des différents thèmes |
|---------------------------------------|--|
| 1. Résolution pacifique des conflits  | 66 %   |
| 2. Politique Nationale de la jeunesse | 46%  |
| 3. Politique Nationale genre          | 48%  |
| 4. Le code électoral                  | 36%  |
| 5. La loi communale                   | 27 %   |
| 6. La loi sur les partis politiques   | 33%  |
| 7. Les clubs de paix                  | 40%  |

#### IV.2.3. La participation des jeunes dans la prévention et résolution des conflits

Le tableau suivant montre que leur part n'est pas certes nul mais il est minime.

**Tableau 13 : La répartition des acteurs qui participent dans la résolution des conflits dans les communautés.**

| <b>Ceux qui participent dans la résolution des conflits dans la communauté</b> | Bubanza | Bujumbura | Buja Mairie | Cibitoke | Kayanza | Makamba | Total |
|--|---------|-----------|-------------|----------|---------|---------|-------|
| Les autorités administratives  | 5%      | 11%       | 18%         | 11%      | 10%     | 7%      | 62%   |
| Les élus locaux  | 6%      | 6%        | 11%         | 6%       | 8%      | 5%      | 43%   |
| Les forces de l'ordre  | 3%      | 4%        | 3%          | 2%       | 2%      | 3%      | 16%   |
| Les jeunes   | 1%      | 3%        | 1%          | 2%       | 1%      | 0,4%    | 9%    |
| Les leaders communautaires   | 2%      | 4%        | 4%          | 2%       | 4%      | 3%      | 19%   |
| Les leaders religieux  | 0%      | 0%        | 3%          | 0,4%     | 0,4%    | 0,4%    | 4%    |
| Les leaders traditionnels  | 1%      | 7%        | 8%          | 3%       | 6%      | 2%      | 26%   |
| Autres   | 3%      | 5%        | 9%          | 5%       | 3%      | 5%      | 30%   |

Dans toute la zone du projet, les autorités administratives ont une première place dans la résolution des conflits dans les communautés (62%). Elles sont suivies par les élus locaux(43%) et les leaders traditionnels (26%). Quant aux jeunes, ils représentent un pourcentage qui n'est pas

très élevé (9%). L'on pourrait se demander pourquoi 66 % des jeunes ont des connaissances en résolution pacifique des conflits et que seulement 9% participent dans cette activité au niveau communautaire. Certains jeunes ont affirmé être bloqués dans leurs initiatives. Ils sont déconsidérés par les adultes même quand ils font parties des structures reconnues de gestion de la communauté.

Avec le renforcement des capacités (souvent organisés par les organisations comme ACORD, ASB, MIPAREC, Search fo common ground, UNFPA, JJB, etc), l'acquisition des connaissances et de compétences, le pourcentage des jeunes qui participent dans la résolution et la prévention des conflits augmentera certainement, car les jeunes eux-mêmes auront plus de confiance en eux et les membres de la communauté les solliciteraient s'ils prouvent leurs capacités dans le processus de prévention et de résolution des conflits. Il faut noter également que même si la majorité des jeunes ne participent pas dans la résolution des conflits dans leurs communautés, la plupart d'entre eux sont confiant qu'ils pourraient le faire si les adultes leur donnaient la chance de s'impliquer.

Qui résout les conflits en particulier dans les communautés ?

- ✓ Les autorités administratives
- ✓ Les élus locaux
- ✓ Les leaders traditionnels

**Tableau14: Répartition des structures de paix dont les clubs de paix par province**

| <b>Les structures de paix</b> | <b>Bubanza</b> | <b>Bujumbura</b> | <b>Buja Mairie</b> | <b>Cibitoke</b> | <b>Kayanza</b> | <b>Makamba</b> | <b>Total</b> |
|-------------------------------|----------------|------------------|--------------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|
| clubs de paix                 | 1              | 4                | 6                  | 3               | 1              | 3              | <b>18</b>    |
| comité collinaire de paix     | 0              | 3                | 2                  | 3               | 5              | 1              | <b>14</b>    |
| Comité mixte de sécurité      | 1              | 3                | 0                  | 1               | 0              | 0              | <b>5</b>     |
| Mouvement d'action catholique | 3              | 4                | 5                  | 0               | 3              | 1              | <b>16</b>    |
| Volontaires de la croix rouge | 3              | 3                | 6                  | 3               | 0              | 0              | <b>15</b>    |
| Autres                        | 2              | 5                | 6                  | 5               | 5              | 3              | <b>26</b>    |

Les clubs de paix existent dans toutes les provinces d'intervention du projet, même s'ils ne sont pas nombreux. Comme le projet envisage leur mise en place, il y aura certainement une bonne base puisqu'il y a des éléments sur place qui servirait de référence pour ce qui fonctionne bien et les points d'amélioration.

Les mouvements d'action catholique et la croix rouge viennent respectivement en deuxième et troisième position, mais les mouvements d'action catholique n'ont pas été cités à Cibitoke et la croix rouge n'a pas été citée dans les provinces de Kayanza et Makamba.

Dans autres, les jeunes ont principalement cités les associations, les coopératives et les partis politiques.

## **Conclusion**

Les résultats de l'étude montrent que les 3 premiers types de conflits prédominants dans les communautés par ordre d'importance sont les conflits fonciers (78%), les conflits politiques (49%), les conflits liés au VSBG (18%). Il est important de signaler ici le taux moins élevé des conflits ethniques (4%). D'autres types de conflits sont dits économiques, parce que liés à la pauvreté.

Les facteurs d'amplification de ces conflits par ordre d'importance la démographie galopante, la pauvreté et les problèmes de la succession. Le contexte de pauvreté est lié au chômage. Le manque de loi sur la succession constitue aussi un terrain favorable aux conflits, surtout fonciers. Après ces facteurs liés à la pauvreté, le contexte sociopolitique vient en deuxième position. Les partis politiques sont aussi cités comme facteur d'amplification des conflits. Enfin, le contexte d'ignorance vient coiffer le tout. Pour certains jeunes, le manque de connaissances et le manque d'informations, le manque de formation sur certaines thématiques importantes comme la résolution pacifique des conflits, l'estime de soi, l'entrepreneuriat, le leadership, le développement personnel, etc., amplifient les conflits de par leur lien étroit avec la pauvreté et le mauvais climat sociopolitique.

Concernant les catégories de la population qui jouent un rôle dans la résolution des conflits, nous retrouvons les autorités administratives (62%), les élus locaux (43 %) et les leaders traditionnels / abashingantaha) (26%). Une partie moins importante (9%) des jeunes reconnaissent leurs rôles dans la résolution des conflits dans la communauté. Certains jeunes ont affirmé être bloqués dans leurs initiatives. Ils sont déconsidérés par les adultes même quand ils font parties des structures reconnues de gestion de la communauté.

### **IV.3. DROIT DES JEUNES A PARTICIPER DANS LA GOUVERNANCE LOCALE DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE**

Ce thème est analysé à travers la participation des jeunes dans les réunions de prise de décision au niveau de leur communauté, mais aussi leur implication dans les initiatives de paix et de développement au niveau local. Précisons qu'il y a plusieurs niveaux de participations dont l'information (le public/les participants est informé, les enjeux sont explicités), la consultation (récolte de l'avis des acteurs locaux/du public), la concertation (échanges et élaboration collective des propositions et la codécision (arbitrage collectif).

#### **IV.3.1 Participation des jeunes dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire**

**Tableau 15: Répartition des répondants qui affirment avoir déjà participé dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire par tranche d'âge et par sexe**

| Tranches d'âge des jeunes répondants | Non        |            | Total Non  | Oui       |            | Total Oui  | Total général |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|---------------|
|                                      | Femme      | Homme      |            | Femme     | Homme      |            |               |
| 18 à 24 ans                          | 13%        | 7%         | 20%        | 3%        | 1%         | 4%         | 24%           |
| 25 à 29 ans                          | 28%        | 31%        | 59%        | 5%        | 10%        | 15%        | 74%           |
| 30 à 35 ans                          | 1%         | 1%         | 2%         | 0%        | 0%         | 0%         | 2%            |
| <b>Total</b>                         | <b>42%</b> | <b>39%</b> | <b>81%</b> | <b>8%</b> | <b>11%</b> | <b>19%</b> | <b>100%</b>   |

La participation des jeunes dans des réunions de prise de décision est un indicateur de leur participation dans la gouvernance locale. Malheureusement, force est de constater qu'ils ne sont pas nombreux à avoir accès dans des réunions de prise de décision (seulement 19%) affirment y avoir participé. En considérant la tranche d'âge, les 25 à 29 ans sont les mieux représentés avec 74%, contre 24% pour les 18 à 24 ans. Ceci pourrait signifier qu'une partie de la tranche des 18 à 24 ans serait considérée comme étant encore trop jeunes et qu'on déciderait pour eux.

**Tableau 16: La participation des jeunes dans une réunion de prise de décision dans une organisation des jeunes**

| Province      | Non        | Oui        | Total       |
|---------------|------------|------------|-------------|
| 1-Bubanza     | 3%         | 8%         | 11%         |
| 2-Bujumbura   | 3%         | 15%        | 17%         |
| 3-Buja Mairie | 3%         | 23%        | 26%         |
| 4-Cibitoke    | 3%         | 14%        | 17%         |
| 5-Kayanza     | 5%         | 10%        | 16%         |
| 6-Makamba     | 4%         | 9%         | 13%         |
| <b>Total</b>  | <b>20%</b> | <b>80%</b> | <b>100%</b> |

Contrairement à la participation dans la gouvernance locale telle qu'elle est comprise dans le sens donné dans cette étude, 80 % des jeunes enquêtés déclarent qu'ils ont déjà participé dans une réunion de prise de décision dans leurs organisations. Ce pourcentage pourrait nuancer la participation des jeunes en considérant les deux niveaux : réunions organisées par des responsables au niveau communautaire et les réunions organisées par les organisations qui regroupent les jeunes. . Les 80% pourraient alors se justifier par le fait que les jeunes hommes et les jeunes femmes enquêtés appartiennent aux associations de la société civile et dans les mouvements d'action catholique. Aussi, l'encadrement des jeunes par les centres jeunes, qui existent dans toutes les communes visitées donne l'opportunité aux jeunes de participer au moins dans des réunions de prise de décision dans les organisations dont ils sont membres.

#### **IV.3.2. Consultation des jeunes hommes et des jeunes femmes par les décideurs dans les initiatives de paix et de développement au niveau local**

**Tableau 17: Les jeunes associés dans les initiatives de paix et de développement au niveau local**

| Province     | NON        | OUI        | Total       |
|--------------|------------|------------|-------------|
| Bubanza      | 8%         | 3%         | 11%         |
| Bujumbura    | 11%        | 6%         | 17%         |
| Buja Mairie  | 11%        | 15%        | 26%         |
| Cibitoke     | 12%        | 5%         | 17%         |
| Kayanza      | 8%         | 8%         | 16%         |
| Makamba      | 9%         | 4%         | 13%         |
| <b>Total</b> | <b>59%</b> | <b>41%</b> | <b>100%</b> |

Pour analyser la participation des jeunes dans les initiatives de paix et de développement, il faut voir s'ils sont consultés par les décideurs à tous les niveaux, depuis l'information sur des projets à concevoir jusqu'à la décision finale et la gestion de ces projets y compris la mise en œuvre et l'évaluation. On peut prendre pour exemple la participation des jeunes dans l'élaboration du Plan communal de Développement Communautaire (PCDC), la participation dans les activités des organisations comme les clubs de paix et autres. Ainsi, 41% des jeunes enquêtés affirment qu'ils sont associés aux initiatives de paix et de développement au niveau local.

## **Conclusion**

La participation des jeunes dans la gouvernance locale passe par les réunions de prise de décision qui sont organisées dans leurs communautés et auxquelles ils sont invités. Les chiffres montrent qu'ils ne sont pas nombreux à avoir accès dans des réunions de prise de décision (19%). Une tranche d'âge serait particulièrement déconsidérée, celle de 18-24 ans.

Parallèlement à cette participation dans les réunions de prise de décisions au niveau de toute la communauté qui est minime, la participation des jeunes au niveau de leurs organisations est grande (80 %).

La participation des jeunes dans la gouvernance locale tout comme dans le développement communautaire rencontre des barrières. La grande majorité est revenue sur la déconsidération des jeunes par les autorités, exclusion basée sur les appartenances politiques, l'ignorance de la loi, les listes bloquées qui ne donnent pas de place aux jeunes, le manque d'expérience et le manque de détermination et les coutumes qui sont favorables à l'exclusion ou à l'auto-exclusion de la jeune fille/femme dans les initiatives de gestion de sa communauté. 41% des jeunes enquêtés affirment qu'ils sont associés aux initiatives de paix et de développement au niveau local.



#### IV.4. PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT ELECTORAL INCLUSIF ET EXEMPT DE VIOLENCE

Afin d'explorer l'environnement électoral et pour savoir à quel point il est inclusif et exempt de violence, trois points ont été analysés à savoir :

- ✓ l'existence ou non des signes de l'intolérance politique au niveau communautaire.
- ✓ les réactions des jeunes faces aux violences liées à l'intolérance politique.
- ✓ La réaction des jeunes au discours politique haineux
- ✓ La place des jeunes (hommes et femmes) dans la diminution/éradication des violences liées à l'intolérance politique

##### IV.4. 1 : Existence des signes d'intolérance politique au niveau communautaire.

Le projet « Investir dans la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable au Burundi » vise entre autres à renforcer les capacités des jeunes à participer activement dans la prévention des conflits liés aux élections et à plaider en faveur d'une cohabitation pacifique dans la diversité politique, ethnique et du genre, des questions concernant des conflits qui existeraient dans les communautés ont été posées. Les réponses sont consignées dans ce tableau.

**Tableau 18** : Existence des signes de l'intolérance politique

| Province      | NON        | OUI        | Total       |
|---------------|------------|------------|-------------|
| 1-Bubanza     | 4%         | 7%         | 11%         |
| 2-Bujumbura   | 8%         | 9%         | 17%         |
| 3-Buja Mairie | 14%        | 12%        | 26%         |
| 4-Cibitoke    | 5%         | 13%        | 17%         |
| 5-Kayanza     | 6%         | 10%        | 16%         |
| 6-Makamba     | 4%         | 9%         | 13%         |
| <b>Total</b>  | <b>41%</b> | <b>59%</b> | <b>100%</b> |

Selon ce tableau, 59% des jeunes femmes et jeunes hommes enquêtés affirment qu'il existe des signes de l'intolérance politique dans leurs communautés. Ceci montre qu'il y a une nécessité de mener des actions en faveur des jeunes et potentiellement d'autres catégories de la population afin que les élections de 2020 soient inclusives et exempte de violences. Selon les réponses collectées, ces intolérances se manifestent par des formes d'exclusion ou de divisions ethniques et des messages incendiaires et peuvent arriver jusqu'à des insultes, des confrontations physiques et des emprisonnements. Certains jeunes se lamentent des agissements de certaines personnes comme le sport collectif qui serait attribué à une partie des jeunes d'un parti politique, en tenue

des forces de l'ordre, ainsi que des rondes nocturnes qui seraient organisées par ces mêmes jeunes. D'autres dénoncent un manque de transparence dans l'octroi de l'emploi et du clientélisme qui entourerait ce secteur. .

D'autres jeunes reconnaissent que ces signes sont plutôt fréquents juste avant les élections et qu'en dehors de cela, de tels cas sont plutôt rares.

#### IV.4.2. Les réactions des jeunes faces aux violences liées à l'intolérance politique.

Il était aussi primordial d'analyser les réactions des jeunes face aux violences liées à l'intolérance politique pour voir dans la suite ce qui serait fait pour éviter que la violence soit une solution qui serait envisagée par les jeunes.

**Tableau 19: Pourcentage des réactions des jeunes face aux violences liées à l'intolérance politique**

| Les types de réactions | Bubanza | Bujumbura | Bujumbura Mairie | Cibitoke | Kayanza | Makamba | Tot         |
|------------------------|---------|-----------|------------------|----------|---------|---------|-------------|
| Conseil                | 5%      | 10%       | 12%              | 8%       | 9%      | 5%      | <b>49%</b>  |
| Indifférence           | 2%      | 2%        | 4%               | 4%       | 1%      | 2%      | <b>15%</b>  |
| Médiation              | 2%      | 3%        | 7%               | 5%       | 5%      | 2%      | <b>24%</b>  |
| Recours extérieur      | 0.4%    | 1%        | 1%               | 0.6%     | 1%      | 1%      | <b>5%</b>   |
| Soutien à son groupe   | 0%      | 0%        | 0,4%             | 0,4%     | 0%      | 0,4%    | <b>1%</b>   |
| Autre                  | 0%      | 0%        | 3%               | 1%       | 1%      | 1%      | <b>6%</b>   |
| Pourcentage Total      | 10%     | 16%       | 25%              | 19%      | 18%     | 12.%    | <b>100%</b> |

La majorité des jeunes femmes et des jeunes hommes enquêtés (49%) privilégient le conseil en cas de violences liées à l'intolérance politique. C'est la médiation (24%) qui suit dans l'ordre de classement et elle va dans le même sens que le conseil. L'indifférence est citée par 15% des jeunes enquêtés, ce qui montre qu'une partie non négligeable des jeunes enquêtés gardent une neutralité dans une situation qui devrait appeler les membres de la communauté à agir. « *Je passe loin et je me tais* » dit un jeune lors d'une discussion de groupe.

Il faut noter que les jeunes qui répondraient à la violence par la violence sont très minoritaires (1%). Ils sont d'ailleurs moqués par d'autres jeunes qui affirment qu' « ils s'y impliquent sans toutefois mesurer les conséquences ».

Le projet aura à construire sur une base solide qui existe déjà en renforçant les capacités des jeunes qui sont prédisposés à agir positivement en cas de violence politique.

### Quelques réactions des jeunes face aux violences liées à l'intolérance politique :

- ✓ Je m'abstiens
- ✓ Je chercherais un médiateur
- ✓ Je contacte les autres pour décider quoi faire
- ✓ Je fais recours à la tolérance en tant que chrétien
- ✓ J'avertis l'administration communale pour intervention
- ✓ Je conseille aux autres de ne pas recourir à la force car la politique est un combat d'idées seulement
- ✓ Je n'utilise pas la force
- ✓ Je serais médiateur
- ✓ J'avertis la police
- ✓ ...

**Tableau 20: Positionnement des jeunes en cas de désaccord politique par province**

| Province     | Favorable à la résolution pacifique en cas de désaccord politique |            | TOTAL      | Défavorable à la résolution pacifique en cas de désaccord politique |            | TOTAL      | Total général |
|--------------|---|------------|------------|---|------------|------------|---------------|
|              | Femme   | Homme      |            | Femme   | Homme      |            |               |
| Bubanza      | 3%  | 4%         | 7%         | 3%  | 1%         | 4%         | 11%           |
| Bujumbura    | 5%  | 8%         | 13%        | 3%  | 1%         | 4%         | 17%           |
| Buja Mairie  | 9%  | 8%         | 16%        | 4%  | 5%         | 10%        | 26%           |
| Cibitoke     | 6%  | 6%         | 11%        | 3%  | 3%         | 6%         | 17%           |
| Kayanza      | 7%  | 6%         | 13%        | 1%  | 2%         | 3%         | 16%           |
| Makamba      | 3%  | 6%         | 9%         | 2%  | 1%         | 3%         | 13%           |
| <b>Total</b> | <b>33%</b>  | <b>37%</b> | <b>70%</b> | <b>16%</b>  | <b>14%</b> | <b>30%</b> | <b>100%</b>   |

En cas de désaccord politique, une grande majorité des jeunes hommes et des jeunes femmes enquêtés (70%) envisage la résolution pacifique en cas de désaccord politique contre 30% qui sont défavorable à la résolution pacifique dans cette situation. C'est important de noter ici que, selon les résultats des focus groupe, même ceux qui ne sont pas favorables à la résolution pacifique ne sont pas pour la violence. Ils ne veulent pas s'engager et gardent une certaine

neutralité. Toutefois, comme on venait de le voir ci-dessus, il existe une petite minorité (1%) qui déclare l'intention de faire recours à la violence en cas de désaccord politique.

*« Urwaruka turafise uruhara rukomeye kugira amatora yo 2020 azogende neza. Nko muri 2015, urwaruka twarakoreshejwe cane gose, kandi nitwebwe nyene twabigize mw'imvune turicwa abandi turahunga, ni vyiza yukwo urwaruka ubwa mbere twebwe twobanza tukaraba ineza yacu, kw'ivyo vyose vyoza bihungabanya amahoro n'umutekano, kuko amatora atagenze neza, twebwe urwaruka nitwe tuhasigara, kandi ni twebwe dukeneye ko natwe dutera imbere. Ni vyiza rero ko twebwe urwaruka tugire uruhara runini kugirango amatora azogende neza. Ubwa mbere n'ukutumvira abo boze boza baduteranya. Abo boza badutandukanya kumvo iyi n'iriya, kumvo y'ubwoko, kumigambwe, kumitumba, ku ntara tukabima ikibanza, tukabima amatwi. Birakenewe ko urwaruka borushiramwo mw'itunganywa ry'ayo matora bakazobaha ikibanza kiboneka ».*

*Ce qui signifie en français :*

*« Les jeunes ont un grand rôle à jouer pour des élections apaisées en 2020. En 2015 par exemple, les jeunes ont été instrumentalisés et en même temps ce sont eux qui ont payé les conséquences de l'insécurité par la mort et l'exile. Nous comme jeunes, devrions alors voir notre intérêt d'abord avant toute chose. Si les élections ne se déroulent pas bien, ce sont nous les jeunes qui y perdons beaucoup, alors que nous-mêmes qui aspirons à notre développement. Il est alors essentiel que nous les jeunes ayons une part importante dans la préparation des élections apaisées. Principalement, nous devrions refuser tous les enseignements divisionnistes qu'ils soient basés sur l'appartenance ethnique, politique ou régionale. Il serait bon que les jeunes soient réellement impliqués dans la préparation des élections « (Focus groupe Buganda)*

Les jeunes parlent des conséquences des violences liées à l'intolérance politique :

|  |   |
|--|---|
| Conséquences des violences liées à l'intolérance politique | la perte des richesses en sa possession |
|  | conflits et haine dans les familles     |
|  | Emprisonnements                         |
|  | pas de développement                    |
|  | pas de démocratie                       |
|  | vol électoral                           |
|  | Exclusion                               |
|  | Tueries                                 |
|  | groupes armés                           |
|  | Destruction des infrastructures         |
|  | pas de cohésion sociale                 |
|  | Insultes                                |
|  | Confrontations                          |
|  | pas de dialogue                         |
|  | Guerre                                  |
|  | pauvreté et autres maux                 |
|  | Tortures                                |
|  | se réfugier                             |
|  | Insécurité                              |
|  | manque de confiance mutuelle            |
| Irrespect  |   |
| Vengeance  |   |

#### IV.4.3. Les réactions des jeunes au discours politique haineux

Pour pouvoir déconstruire un discours politique haineux, il faut d'abord le reconnaître. Les jeunes sont-ils capables de reconnaître les discours de haine et de division ?

**Tableau 21: Pourcentage de jeunes qui affirment être capables ou non de déconstruire un discours politique de haine ou de division**

| Province      | NON        | OUI        | Total       |
|---------------|------------|------------|-------------|
| 1-Bubanza     | 3%         | 8%         | 11%         |
| 2-Bujumbura   | 5%         | 12%        | 17%         |
| 3-Buja Mairie | 8%         | 18%        | 26%         |
| 4-Cibitoke    | 6%         | 11%        | 17%         |
| 5-Kayanza     | 5%         | 11%        | 16%         |
| 6-Makamba     | 5%         | 8%         | 13%         |
| <b>Total</b>  | <b>34%</b> | <b>66%</b> | <b>100%</b> |

Le tableau montre qu'une majorité des jeunes identifiés (66%) estiment qu'ils sont capables de déconstruire un discours de haine ou de division qui serait prononcé par un politicien. Leur réaction face à un homme politique qui propagerait des enseignements de haine est de le dénoncer ou de ne pas suivre son discours. « *Je m'opposerais catégoriquement et je resterais sur ma position en lui signifiant que de tels actes constituent de fautes graves* ».

D'autres pensent cependant que c'est dangereux de s'opposer ouvertement à un homme politique en action, car on risque même sa vie. La tactique qu'ils pensent être la plus prudente est celle d'agir sur les jeunes : « *Oui, on comprendrait ce discours et après le départ de l'homme politique, on donnerait des conseils aux jeunes qui devraient se garder de mettre en œuvre de ce genre d'enseignement* ».

#### IV.4.4. La place des jeunes dans l'éradication des violences liées à l'intolérance politique

**Tableau 22 : Les catégories qui participent dans l'éradication des violences**

| Catégorie                     | Bubanza | Bujumbura | Bujamairie | Cibitoke | Kayanza | Makamba | Total |
|-------------------------------|---------|-----------|------------|----------|---------|---------|-------|
| Les autorités administratives | 5%      | 11%       | 18%        | 11%      | 10%     | 7%      | 62%   |
| Les forces de l'ordre         | 3%      | 4%        | 3%         | 2%       | 2%      | 3%      | 16%   |
| Les jeunes                    | 1%      | 3%        | 1%         | 2%       | 1%      | 0,4%    | 9%    |
| Les leaders communautaires    | 2%      | 4%        | 4%         | 2%       | 4%      | 3%      | 19%   |
| Les leaders religieux         | 0%      | 0%        | 3%         | 0,4%     | 0,4%    | 0,4%    | 4%    |
| Les leaders traditionnels     | 1%      | 7%        | 8%         | 3%       | 6%      | 2%      | 26%   |
| Autres                        | 3%      | 5%        | 9%         | 5%       | 3%      | 5%      | 30%   |

La majorité des jeunes participants à l'étude pensent que ceux qui seraient à mesure d'éradiquer les violences liées à l'intolérance politique sont en premier lieu les autorités administratives. Elles sont suivies par les leaders traditionnels/les bashingantahe même si ces derniers n'ont pas une grande place dans certaines provinces, surtout Bubanza, Makamba et Cibitoke. Selon 26% de nos enquêtés, les leaders traditionnels sont les premiers à intervenir en cas de conflits ; leur rôle est primordial en cas de conflits même si des fois «*ils doivent servir le parti, ils ne sont pas libres* »,

Ils minimisent leur place « *Les jeunes ne sont pas ni considérés, ni valorisés pour donner leur contribution dans la réduction des conflits liés à l'intolérance politique* ». Ou encore « *Ils n'ont pas de place étant donné qu'ils ne sont pas représentés dans les institutions. Pas de place, donc pas de cadre légal* ».

D'autres jeunes reconnaissent qu'ils sont solidaires et qu'ils peuvent faire face à des enseignements qui les divisent. Ils peuvent ne pas être actifs dans l'éradication des violences, mais leur rôle peut être « passif » en tournant le dos aux enseignements de haine et de division et en refusant d'être instrumentalisés.

### **Conclusion**

Des signes de l'intolérance politique dans leurs communautés existent selon nos enquêtes (59%) Cette intolérance par des formes d'exclusion ou de divisions ethniques et des messages incendiaires qui peuvent arriver jusqu'à des insultes, des confrontations physiques et des emprisonnements. Ils reconnaissent qu'il y a une certaine recrudescence de ces signes juste avant les élections. Quant aux réactions des jeunes à l'intolérance politique, elles sont par ordre d'importance : les conseils prodigués à prodiguer aux jeunes en conflits, la médiation, puis l'indifférence. Les jeunes qui répondraient à la violence par la violence sont très minoritaires (1%).

Une grande partie des jeunes identifiés (66%) estiment qu'ils sont capables de déconstruire un discours de haine ou de division qui serait prononcé par un politicien. Leur réaction face à un homme politique qui propagerait des enseignements de haine est de le dénoncer ou de ne pas suivre son discours. Cependant, certains pensent qu'il est dangereux de s'opposer ouvertement à un homme politique en action, d'où il faut plutôt agir sur les jeunes au lieu de s'attaquer aux politiciens.

Enfin, ceux qui seraient à mesure d'éradiquer les violences liées à l'intolérance politique sont en premier lieu les autorités administratives, puis les leaders traditionnels/les bashingantahe en deuxième lieu. Quant aux jeunes, leur rôle peut être « passif » c'est à dire tourner le dos aux enseignements de haine et de division et refuser d'être instrumentalisés.

## V. RECOMMANDATIONS

### V.1. Recommandations pour une participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits

- Former les jeunes à identifier et analyser les conflits, leurs causes et leurs facteurs, et les aider à acquérir des compétences en résolution pacifique des conflits.
- Former les jeunes sur des thématiques comme l'estime de soi, le leadership, la communication non violente, la prise de parole en publique, le travail en équipe, ... pour les amener à être conscients du rôle positif qu'ils peuvent jouer dans leur communauté en général, et dans la prévention et la résolution des conflits en particulier. Il faut qu'ils puissent se créer une place eux-mêmes au lieu d'attendre que les adultes leur donnent cette place. A ce niveau, le point d'entrée pour ces formations serait les associations des jeunes. L'adhésion à des associations ouvrirait la porte à plusieurs activités et dynamiserait les jeunes « Umu jeune atari mwishirahamwe ni nyamwigendako ». C'est à dire « un jeune non membre d'une association est isolé ». Les organisations politiques devraient également se doter de tels programmes de renforcement des capacités sur les conflits en faveur de la jeunesse.
- Corollairement à la recommandation précédente, les jeunes devraient se regrouper en associations et / ou adhérer à des associations déjà existantes. Cela leur permettrait d'avoir un cadre d'expression et de participation au développement de la communauté, à la résolution des conflits et à la gouvernance locale.
- au-delà des connaissances acquises dans la gestion des conflits, cultiver des compétences par la mise en pratique des notions apprises pendant les formations. Il faut évaluer et au besoin repenser les modalités de formation/sensibilisation des jeunes, afin de combler le fossé entre les connaissances et les compétences.
- Stimuler l'implication des jeunes dans la résolution pacifique de conflits, par un système de gratification des plus dynamique (féliciter publiquement, primer, accorder des stages, les valoriser) et les inviter à des réunions pour échange d'expérience.
- Vu la prépondérance des conflits fonciers, les jeunes devraient être formés en Entrepreneuriat et accompagnés dans leurs projets. Plus spécifiquement des formations sur le droit foncier et autres textes de lois y relatifs les aideraient à s'impliquer positivement dans la résolution de ce genre de conflits.



## **V.2. Les recommandations pour une meilleure participation des jeunes, surtout les jeunes femmes dans la gouvernance et la prise de décision concernant leurs communautés.**

- Etant donné que les jeunes ne participent pas assez aux réunions de prise de décision au niveau de toute la communauté et qu'ils participent plutôt dans des réunions des organisations des jeunes entre eux, il faudrait des mécanismes pour les impliquer d'avantage dans des réunions impliquant toute la communauté, les adultes y compris. A cette fin, il faudrait une connexion entre ce qui se fait dans la communauté et ce qui se fait dans les organisations des jeunes. Une représentation des organisations des jeunes au niveau des instances de gestion de la communauté permettrait aux jeunes une meilleure participation, pour éviter de travailler en vase clos.
- Ceux qui représentent les jeunes dans les instances de prise de décision doivent être réellement des personnes qui représentent les intérêts des jeunes et qui maîtrisent la problématique des jeunes. Et l'on devra tenir compte de la diversité politico-ethnique et du genre pour qu'il n'y ait pas de « je ne suis pas concerné(e) » ou « je suis exclu(e) ».
- Etant donné que les jeunes filles/ femmes participent moins que les jeunes hommes, il faut trouver des stratégies pour augmenter leur participation dans les organes de prise de décision, par exemple en exigeant la parité dans les comités exécutifs des organisations des jeunes.
- Il faut que les décideurs consultent les jeunes avant la prise des décisions, de ce fait un cadre de concertation entre les représentants des jeunes et le gouvernement doit être opérationnel. Le conseil National des jeunes ainsi que d'autres structures comme les centres jeunes, .. pourraient être des relais pour atteindre ces derniers.
- Les organisations politiques doivent intégrer les représentants des jeunes dans les organes de prise de décision et mettre sur les listes bloquées les représentants des jeunes.
- Vulgariser des textes de lois ainsi que d'autres textes qui confèrent des droits aux jeunes, notamment le droit de participer dans la gestion de leurs communautés. Par exemple, il faudrait les informer et les former sur la loi électorale et sur la participation citoyenne. Certains droits sont considérés par les jeunes comme des faveurs, alors qu'ils pourraient réclamer que ces droits soient réalisés sans conditions. Sans connaître ces droits, les jeunes ne pourront pas demander leur réalisation.

- Aider les jeunes à se coaliser pour demander aux décideurs de tenir compte de leurs besoins. Pour cela, il faudrait créer un cadre commun de revendication des droits , des fora de rencontre, ...

### **V.3. Recommandations pour que l'environnement électoral puisse être inclusif et exempt de violence**

- Préparer les jeunes, en période pré-électorale à vivre paisiblement les élections. A cette fin, des formations sur le « Vivre ensemble », « l'harmonie dans la diversité », devraient précéder cette période électorale. D'autres thématiques aussi concernant la gestion des conflits et la communication non violente auraient leur place avant les élections.
- Préparer les jeunes à identifier et à mieux réagir aux discours politiques haineux. Etre à mesure de faire la déconstruction de ces discours aideraient les jeunes à faire face aux divisions préconisées par certains politiciens et à refuser d'être instrumentalisés. Il faut que les jeunes aillent au-delà de la réaction passive aux discours haineux, pour agir activement.
- Préparer un module sur « la prévention et la gestion de la manipulation politique des jeunes en période électorale » et le vulgariser à tous les niveaux pour démystifier ce phénomène.
- Mettre en place des mécanismes visant à aider les jeunes hommes et les jeunes femmes à développer leurs propres projets (des formations, des kits de démarrage, des encadreurs/ superviseurs pour ces projets...) pour être à mesure de se prendre en charge au lieu de courir vers les intérêts matériels offerts par les politiciens pour augmenter l'électorat. Ils pourraient ainsi se mettre en association d'auto développement et refuser les manipulations qui les entraînent souvent dans la violence.
- Encourager les jeunes filles/femmes à participer : la participation des jeunes femmes nécessite une stratégie particulière pour promouvoir leur participation puisqu'elles sont écartées presque totalement à tous les niveaux de prise de décision. Elles seraient notamment encouragées à prendre plus d'initiative en participant aux activités communautaires comme les réunions collinaires par exemple et oser prendre la parole pour exprimer leurs points de vue par rapport aux sujets qui concernent la communauté dans son ensemble et mettre un accent particulier sur les sujets qui concernent les jeunes femmes. Elles pourraient alors faire prévaloir leurs capacités dans la représentation des jeunes dans les structures existantes dans leurs communautés.

**Tableau 23: Alimentation des 6 indicateurs**

| Nom de l'indicateur  | Cible  | La situation de départ | Commentaires   |
|--|--|------------------------|--|
| <p><b>Indicateur 1 a</b><br/># de clubs de paix créés et animés par les jeunes hommes et les jeunes femmes de différentes sensibilités politico-ethniques pour une meilleure prévention et une résolution pacifique des conflits au niveau communal.</p> | <p>270 clubs de paix créés et animés par les jeunes en (avec une participation à 50% de jeunes femmes)</p>   | <p>68</p>              | <p>68 représente le nombre de structures de paix énumérées par les jeunes (cfr le tableau 14)</p>  |
| <p><b>Indicateur 1b</b><br/>% de conflits majeurs identifiés, y compris ceux liés aux VSBG, prévenus ou résolus pacifiquement avec la participation des jeunes hommes et des jeunes femmes.</p>  | <p>75%</p>   | <p>20%</p>             | <p>20% des jeunes participent dans la résolution des conflits (cfr tableau 11)</p>   |
| <p><b>Indicateur 2 a</b><br/>% de jeunes hommes et de jeunes femmes participant activement aux instances locales de prise de décisions. (désagrégé par sexe et âge)</p>  | <p>25% de jeunes (hommes et femmes) accompagnés par le projet participent aux instances de prise de décision au niveau local (dont 50% de jeunes femmes)</p> | <p>19%</p>             | <p>L'étude de base montre que le taux de participation se trouve à 19% dont 8% des jeunes femmes et 11% des jeunes hommes (cfr le tableau 15 du rapport)</p> |

| Nom de l'indicateur   | Cible   | La situation de départ | Commentaires  |
|---|---|------------------------|---|
| <p><b>Indicateur 2b</b><br/>% d'augmentation du niveau de consultation des jeunes hommes et des jeunes femmes par les décideurs dans les initiatives de paix et de développement au niveau local</p>                                  | <p>60% (dont 30% d'augmentation du niveau de consultation des jeunes femmes et jeunes hommes)</p> | <p>41%</p>             | <p>Cfr tableau 17 du rapport</p>  |
| <p><b>Indicateur 3 a</b><br/>% de jeunes hommes et de jeunes femmes capables de déconstruire les discours haineux des politiques en se référant à la politique nationale sur la jeunesse, le code électoral et la Résolution 2250</p> | <p>80% des jeunes hommes et des jeunes participants au projet</p>                                 | <p>66%</p>             | <p>Cet indicateur se trouve à 66 lors de l'étude de base. (cfr tableau 21 de ce rapport).</p>   |
| <p><b>Indicateur 3 c</b><br/>% des jeunes hommes et des jeunes femmes favorables à la résolution pacifique des conflits en situation de désaccord politique, en contexte électoral et au-delà</p>                                     | <p>80% des jeunes hommes et femmes participant au projet</p>                                      | <p>70%</p>             | <p>L'étude de base montre un pourcentage de 70% des jeunes hommes et des jeunes femmes qui sont déjà favorables à la résolution pacifiques des conflits en cas de désaccord politique (cfr tableau 20 de ce rapport).</p> |

## V. Bibliographie

ACORD Burundi (2015). *Plan stratégique de 2016-2020*.

Bott E., (1957) *Family and social network*, 2<sup>ème</sup> édition, 1971, New-York, The Free Press.

Call et Cousens (2008). *Ending Wars and Building Peace: International Responses to War-Torn Societies*

Durkheim, E. (1967). *De la division du travail social*. Paris : « Bibliothèque de philosophie contemporaine »

Ferréol J. (2011) . *Dictionnaire de Sociologie*. Paris : Armand Colin

Hermet G. et al. (2005). *Dictionnaire de la Science politique et des institutions politiques*. Paris : Arman Colin.

Janson J. (1998), *les Contours de la Cohésion Sociale*. Ottawa : Renouf Publishing Co. Ltd.)

Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture. *Politique nationale de la jeunesse*.

Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre. *Politique Nationale Genre 2012-2025*.

Pecqueur B. (2000). *Le développement Local*.

Plan Prioritaire de consolidation de la Paix (III) au Burundi- 2014-2017

UNESCO (1999). *Culture of Peace, A Declaration on a Culture of Peace*. A/53/243 Fifty-Third  
La 1325

La résolution sur la jeunesse